



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE DU BENIN**

Ministère de l'Economie et des Finances

**Comité de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

BENIN 2021



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Comité de la Balance des Paiements

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

**BENIN 2021**

## SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
AVANT-PROPOS.....	6
RESUME.....	8
INTRODUCTION.....	10
1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	13
1.1. Balance des biens.....	14
1.2. Balance des services.....	22
1.3. Compte de revenu primaire.....	24
1.4. Compte de revenu secondaire.....	25
2. COMPTE DE CAPITAL.....	27
3. COMPTE FINANCIER.....	28
3.1. Investissements directs.....	28
3.2. Investissements de portefeuille.....	29
3.3. Autres investissements.....	30
4. CAPITAUX MONETAIRES.....	31
4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	31
4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts.....	32
4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires.....	32
5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	33
5.1. Variation de la Position Extérieure Globale.....	34
5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale.....	34
6. DETTE EXTERIEURE BRUTE TOTALE.....	35
6.1. Encours de la dette extérieure brute totale.....	35
6.2. Composition de la dette extérieure brute totale.....	36
CONCLUSION.....	38
ANNEXES.....	40
Annexe 1 : Balance des Paiements 2021 (optique BCEAO).....	41
Annexe 2 : Balance des paiements 2021 en termes de transactions (Présentation standard)....	43
Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2021.....	54
Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteur d'activités (flux nets).....	59
Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2021.....	61
Annexe 6 : Evolution des exportations en 2021.....	63
Annexe 7 : Evolution des importations en 2021.....	66
Annexe 8 : Ventilation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin en 2021.....	68
Annexe 9 : Composition de la dette extérieure brute totale du Bénin.....	69

## **LISTE DES ENCADRES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX**

### **ENCADRES**

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6.....	7
Encadré 2 : Prise en compte des résultats du rebasage des comptes nationaux.....	16
Encadré 3 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB.....	23
Encadré 4 : Principales initiatives publiques en rapport avec les recommandations des rapports antérieurs.....	39

### **GRAPHIQUES**

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique réel au Bénin entre 2012 et 2021.....	11
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2011 et 2021.....	14
Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2011 et 2021.....	14
Graphique 4 : Structure des exportations officielles en 2020 et en 2021.....	17
Graphique 5 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs depuis la campagne 2014-2015.....	17
Graphique 6 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde entre 2014 et 2021.....	18
Graphique 7 : Destination des exportations par zone géographique en 2020 et en 2021.....	19
.....	19
Graphique 8 : Structure des importations (CAF) en 2020 et en 2021.....	20
Graphique 9 : Origine des importations par zone géographique en 2020 et en 2021.....	21
Graphique 10 : Ventilation géographique de la PEG en 2021.....	34
Graphique 11 : Poids de l'Administration publique dans la dette extérieure brute totale du Bénin....	37

## TABLEAUX

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO).....	9
Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes.....	13
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale.....	15
Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2017 à 2021.....	15
Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2017 à 2021.....	20
.....	20
Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes de 2017 à 2021.....	22
Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2017 à 2021.....	23
Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2017 à 2021.....	24
Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2017 à 2021.....	24
Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes de 2017 à 2021...25	
Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes de 2017 à 2021.....	25
Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes de 2017 à 2021. 25	
Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2017 à 2021.....	27
Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2017 à 2021.....	28
Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale de 2017 à 2021 .....	31
Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires.....	32
Tableau 17 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux.....	32
Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux.....	32
Tableau 18 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin.....	33
Tableau 19 : Evolution de la dette extérieure brute du Bénin.....	35

## SIGLES ET ABREVIATIONS

AID	: Association Internationale de Développement
AMF-UMOA	: Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine
APUC	: Administration Publique Centrale
ATC	: Autres Titres de Créances
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CAA	: Caisse Autonome d'Amortissement
CAF	: Coûts, Assurances et Frets
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
DGE	: Direction Générale de l'Economie
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
FAD	: Fonds Africain de Développement
FAGACE	: Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB/FAB	: Free On Board / Franco à bord
IDE	: Investissements Directs Etrangers
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INStad	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
ISBLSM	: Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages
MBP6	: Sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAG	: Programme d'Actions du Gouvernement
PEG	: Position Extérieure Globale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
SIFIM	: Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
TEC	: Tarif Extérieur Commun
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## AVANT-PROPOS

Les comptes extérieurs du Bénin sont établis selon les principes de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI), adopté en 2008 et mis en vigueur dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) dès 2012, pour l'élaboration des comptes de l'année 2011. Depuis lors, les éditions de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (PEG) du Bénin bénéficient des enseignements tirés de la refonte du dispositif d'élaboration des comptes extérieurs de la BCEAO.

En effet, à la faveur de l'adoption de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6), la BCEAO a entièrement révisé son dispositif pour l'adapter à l'environnement des pays de l'UEMOA et aux normes internationales. Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte a consisté à améliorer le système de collecte et d'analyse des données. Les principaux points d'amélioration ont porté sur (i) la ventilation géographique, (ii) la répartition par branche d'activité des données et (iii) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, notamment la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF), le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE).

Les comptes extérieurs de l'année 2021 ont été également enrichis des résultats de l'enquête ad hoc sur les Investissements Directs Etrangers (IDE), ainsi que des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données des échanges intra-UEMOA, dont la seizième réunion s'est tenue par téléconférence via Google Meet les 19 et 20 septembre 2022.

**Enfin, il convient de rappeler que les comptes extérieurs ont été mis en conformité avec les résultats du rebasage des comptes nationaux, réalisé par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (Cf. encadré 2).**

-----

## Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6

### **1. La balance des paiements**

Les composantes types sont réparties en trois grandes catégories : **le compte des transactions courantes, le compte de capital et le compte financier.**

#### **1.1. Le compte des transactions courantes**

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes et non-résidentes. Les concepts de revenus primaires et de revenus secondaires, introduits par le MBP6, sont plus compatibles avec les comptes nationaux. Les revenus primaires présentent des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants.

#### **1.2. Le compte de capital**

Le compte de capital présente les écritures relatives aux actifs non financiers non produits (terrains vendus aux ambassades, ventes de baux et de licences, etc.) ainsi que les transferts en capital.

La somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Il est théoriquement égal au solde du compte financier, aux erreurs et omissions près.

#### **1.3. Le compte financier**

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- ✓ **les investissements directs** confèrent un contrôle ou une influence importante sur une unité économique non résidente. Ils tendent à être associés à une relation durable ;
- ✓ **les investissements de portefeuille** regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- ✓ **les dérivés financiers et options sur titres des salariés** autres que les réserves ;
- ✓ **les autres investissements** sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- ✓ **les avoirs de réserves** sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes afin d'influer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

### **2. La Position Extérieure Globale (PEG)**

La PEG décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. Le MBP6 distingue dans la PEG un compte pour les autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de change) ou des reclassifications qui impactent la PEG.

## RESUME

En 2021, les échanges extérieurs du Bénin se sont déroulés dans un contexte international marqué par une reprise économique vigoureuse dans la plupart des pays et une bonne tenue des cours des matières premières sur le marché international. Au plan interne, la dynamique économique s'est traduite par la réalisation d'un taux de croissance économique estimé à 7,2% contre 3,8% en 2020 grâce aux performances du secteur agricole (produits d'exportation et production vivrière) et à la mise en œuvre satisfaisante du Programme d'Actions du Gouvernement. Le solde global de la balance des paiements du Bénin qui résulte de ce contexte international et des évolutions au plan interne, a affiché un excédent de 597.462,3 millions<sup>1</sup> en 2021.

Le déficit structurel de la balance des transactions courantes s'est accentué en ressortant à 407.447,7 millions en 2021, contre 157.337,6 millions l'année précédente. Cette évolution s'explique par une progression du déficit de la balance des biens et celui des services, ainsi qu'une réduction de l'excédent du compte de revenu secondaire.

En effet, le déficit de la balance des biens s'est creusé de 105.706,9 millions, par rapport à 2020, pour se situer à 195.433,9 millions en liaison avec une hausse plus importante des importations de biens comparativement aux exportations de biens. Cette évolution est en relation avec les besoins de l'économie liés aux différents projets en cours d'exécution.

Quant au déficit des services nets, il a augmenté de 72.065,6 millions, en se situant à 232.572,6 millions en 2021. La progression du déficit des services s'explique par la hausse du fret en relation avec la consolidation des importations de biens.

En ce qui concerne le revenu primaire, son déficit s'est accentué de 35.292,1 millions pour se situer à 104.990,2 millions en 2021 en relation avec les intérêts payés sur les titres de créance, les investissements directs et la dette publique.

Par ailleurs, l'excédent du revenu secondaire s'est inscrit en retrait, ressortant à 125.549,1 millions en 2021 contre 162.594,5 millions une année plus tôt où le Bénin avait bénéficié de l'appui de la communauté internationale pour la prise en charge de la pandémie de la Covid-19.

En revanche, l'excédent du compte de capital s'est renforcé de 43.338,2 millions, en s'établissant à 143.841,2 millions au cours de l'année sous revue à la faveur des investissements réalisés dans le secteur de l'énergie par le Millennium Challenge Account.

Dans ces conditions, l'exécution des échanges avec l'extérieur s'est soldée par un besoin de financement de 263.606,5 millions entièrement couvert par les opérations financières. Le compte financier affiche ainsi un passif net de 858.220,8 millions.

S'agissant de la Position Extérieure Globale (PEG), elle dégage un passif net de 3.807.723,7 millions contre 3.501.287,3 millions au 31 décembre 2020. Les variations nettes induites par les autres changements d'actifs et de passifs se sont élevées à -48.122,4 millions, imputables essentiellement aux variations du taux de change sur l'encours de la dette extérieure et sur les droits de tirage spéciaux.

Ces différentes évolutions sont retracées sur le tableau de synthèse fourni ci-après :

---

<sup>1</sup> Sauf mention contraire, l'unité est le FCFA.

**Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO)**

(en millions de FCFA)

Libellé du poste	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>-308 345,9</b>	<b>-360 387,4</b>	<b>-337 269,1</b>	<b>-157 337,6</b>	<b>-407 447,7</b>
<b>Biens et services</b>	<b>-408 501,9</b>	<b>-456 047,3</b>	<b>-422 861,5</b>	<b>-250 233,9</b>	<b>-428 006,5</b>
<b>Biens</b>	<b>-199 524,0</b>	<b>-308 605,5</b>	<b>-260 431,4</b>	<b>-89 727,0</b>	<b>-195 433,9</b>
Marchandises générales, base balance des paiements	-212 687,9	-315 797,5	-269 103,4	-98 208,0	-204 079,7
<i>dont : Réexportations</i>	901 043,0	928 758,0	843 537,0	739 114,7	925 072,0
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	0,0	59,7
Or non monétaire	13 163,9	7 192,0	8 672,0	8 481,0	8 586,0
<b>Services</b>	<b>-208 977,9</b>	<b>-147 441,9</b>	<b>-162 430,1</b>	<b>-160 507,0</b>	<b>-232 572,6</b>
Transport	-230 360,8	-188 767,3	-175 231,0	-138 707,8	-223 889,3
<i>dont fret</i>	-163 576,1	-163 420,0	-146 506,0	-131 074,9	-178 062,1
Voyages	58 201,0	72 963,1	85 351,4	70 627,2	92 237,2
Autres services	-36 818,1	-31 637,7	-72 550,6	-92 426,4	-100 920,5
<b>Revenu primaire</b>	<b>-18 456,1</b>	<b>-30 592,7</b>	<b>-41 481,7</b>	<b>-69 698,2</b>	<b>-104 990,2</b>
Rémunération des salariés	637,1	-878,0	-1 151,2	3 906,6	6 447,7
Revenus des investissements	-19 093,2	-33 417,9	-40 330,5	-99 769,8	-147 025,1
Autre revenu primaire	0,0	3 703,1	0,0	26 165,0	35 587,2
<b>Revenu secondaire</b>	<b>118 612,0</b>	<b>126 252,6</b>	<b>127 074,2</b>	<b>162 594,5</b>	<b>125 549,1</b>
Administrations publiques	41 382,8	58 775,2	49 429,0	107 607,8	48 885,3
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	77 229,3	67 477,4	77 645,2	54 986,7	76 880,8
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	70 685,3	58 801,9	77 029,3	60 736,5	66 056,2
<b>Compte de capital</b>	<b>113 884,9</b>	<b>109 147,2</b>	<b>116 304,1</b>	<b>100 503,0</b>	<b>143 841,2</b>
Transferts de capital	113 946,0	109 147,7	116 301,0	100 541,9	146 682,4
Administration publique	73 275,0	70 140,7	74 849,0	64 015,9	102 751,7
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	40 671,0	39 007,0	41 452,0	36 526,0	43 930,7
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-61,1	-0,5	3,1	-38,9	-2 841,2
<b>Compte financier</b>	<b>-72 186,6</b>	<b>-444 772,3</b>	<b>-262 589,5</b>	<b>-361 756,3</b>	<b>-858 220,8</b>
Investissement direct	-98 128,3	-102 370,5	-111 950,8	-87 576,1	-168 092,3
Investissements de portefeuille	-54 519,3	53 967,2	-125 030,9	-76 436,5	-503 763,7
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	80 461,0	-396 369,0	-25 607,8	-197 743,8	-186 364,9
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>3 987,3</b>	<b>3 328,4</b>	<b>3 926,1</b>	<b>2 016,2</b>	<b>2 848,0</b>
<b>Solde global</b>	<b>-118 287,1</b>	<b>196 860,5</b>	<b>45 550,6</b>	<b>306 937,9</b>	<b>597 462,3</b>
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	118 287,1	-196 860,5	-45 550,6	-306 937,9	-597 462,3
Banque centrale	-163 435,9	-222 399,7	111 905,5	53 851,6	116 166,7
Établissements de dépôts autres que la Banque Centrale	281 723,0	25 539,0	-157 456,1	-360 789,5	-713 629,0

Source : BCEAO (Octobre 2022)

## INTRODUCTION

A la suite de la récession économique engendrée en 2020 par la pandémie de la Covid-19, l'année 2021 a été marquée par une reprise relativement vigoureuse de l'activité économique mondiale. L'activité économique a progressé au plan mondial de 6,0% en 2021 après une contraction de 3,0% enregistrée en 2020, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI) établies en octobre 2022. La reprise économique a concerné aussi bien les pays avancés qui ont affiché une croissance de 5,2% contre -4,4% en 2020, que les pays émergents et les pays en développement dont la croissance s'est établie à 6,6% contre -1,9% une année plus tôt. Toutes les grandes économies ont renoué avec des taux de croissance élevés : +5,7% aux États-Unis, +8,1% en Chine, +7,4% au Royaume-Uni, +5,2% dans la Zone euro, dont +6,8% en France. Ce regain de vigueur de l'activité s'explique à la fois par la réouverture des économies, les mesures de soutien prises par les Etats et les Banques centrales pour relancer l'économie et par les avancées rapides dans la campagne de vaccination.

Du côté des prix, les tensions inflationnistes enregistrées vers la fin de l'année 2020 sont demeurées fortes en 2021, en relation avec la hausse des coûts de l'énergie et des prix des produits alimentaires ainsi que la persistance des perturbations des chaînes d'approvisionnement. Dans les pays avancés, le taux d'inflation moyen est ressorti à 3,1%, contre 0,7% en 2020 et dans les pays émergents et en développement, il s'est établi à 5,9% contre 5,1% une année plus tôt, avec des disparités par région.

En Afrique subsaharienne, après un recul de 1,6% en 2020, l'activité économique a connu une évolution positive en 2021. L'augmentation de la demande extérieure et des prix des produits de base s'est traduite sur les économies d'Afrique subsaharienne par un taux de croissance de 4,7%. Au Nigeria, principal partenaire des pays de l'UEMOA, l'activité économique a progressé de 3,6% en 2021 après une contraction de 1,8% enregistrée une année plus tôt, en lien avec la hausse des cours des produits d'exportation, notamment le pétrole.

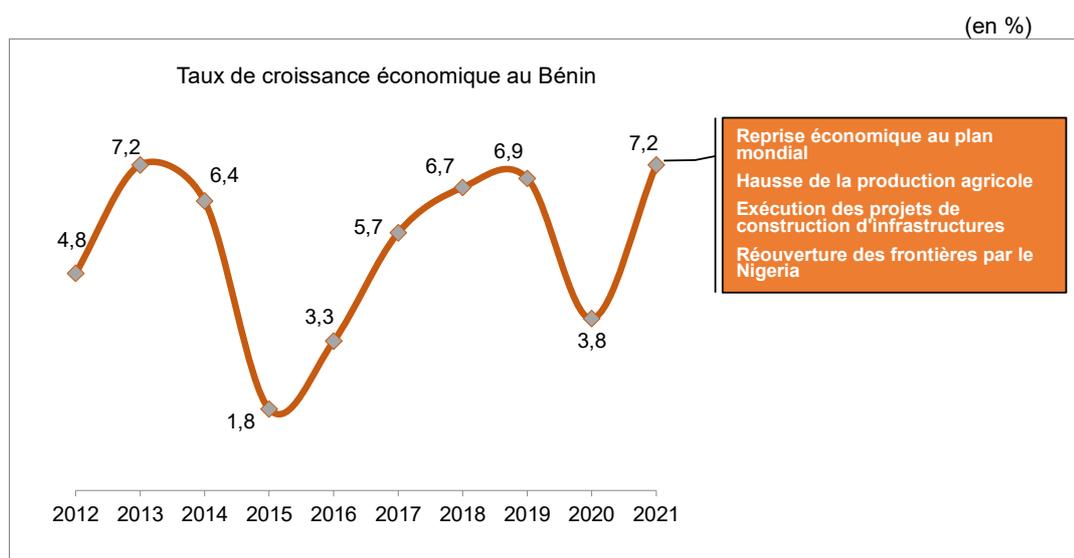
Dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), après la décélération enregistrée en 2020 les économies ont retrouvé au cours de l'année 2021 leur dynamisme d'avant la crise sanitaire. Elles ont bénéficié de la mise en œuvre d'importants programmes de relance économique, de la poursuite des chantiers précédemment suspendus du fait de la pandémie et du maintien par la Banque Centrale de sa politique monétaire accommodante permettant aux établissements de crédit de mieux répondre aux besoins de financement des acteurs économiques. Le taux de croissance économique de l'UEMOA s'est établi à 6,0% en 2021 après 1,8% en 2020, porté par l'ensemble des secteurs d'activité, notamment le secteur tertiaire en lien avec l'augmentation des activités de transport, d'hôtellerie et de restauration. La contribution du secteur tertiaire à la croissance a été de 4,7 points de pourcentage. Celles des secteurs primaires et secondaire ont représenté respectivement 0,1 et 1,2 point de pourcentage.

L'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'est quelque peu accélérée en 2021. Elle s'est située dans l'Union à 3,6% en 2021 après 2,1% en 2020. Cette évolution est imputable aux répercussions des pressions inflationnistes notées à l'échelle internationale sur le panier de la ménagère, notamment le renchérissement des produits alimentaires et boissons non alcoolisés. Le différentiel d'inflation entre l'UEMOA et

ses principaux partenaires est demeuré favorable à l'Union de 0,9 point de pourcentage.

Au Bénin, le taux de croissance économique réel est ressorti à 7,2% en 2021 contre 3,8% en 2020. Cette accélération de l'activité économique a été portée par les secteurs des services et de la construction, en lien avec la mise en œuvre des projets de construction d'infrastructures socio-économiques, la reprise de l'activité économique au plan mondial et la réouverture des frontières par le Nigeria.

**Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique réel au Bénin entre 2012 et 2021**



Sources : INStaD et DGE [2022]

Les opérations financières de l'Etat, quant à elles, se sont soldées par une hausse du déficit global dons compris (base ordonnancement) qui s'est établi à 5,7% du PIB courant contre 4,7% en 2020, sous l'effet des dépenses budgétaires engagées pour prendre en charge les besoins liés à la pandémie de Covid-19 et pour soutenir les entreprises en difficulté et le pouvoir d'achat des ménages.

La situation monétaire a été marquée par une expansion de la masse monétaire de 458.643,1 millions qui s'est établie à 3.210.532,5 millions, soit une augmentation de 16,7% comparativement à la réalisation de 2020. Cette progression s'est traduite par un fort relèvement des dépôts en banques de 407.787,8 millions et une hausse de la circulation fiduciaire de 50.855,3 millions, en dépit de l'essor des services financiers via la téléphonie mobile. La consolidation de la masse monétaire s'est traduite par une augmentation des créances sur l'économie de l'ordre de 115.271,9 millions ou 6,9%, pour ressortir à 1.777.392,7 millions. L'évolution des créances sur l'économie résulte essentiellement de la bonne orientation de la conjoncture économique. Les nouvelles mises en place de crédits ont bénéficié aux entreprises évoluant dans les secteurs de la construction, des télécommunications, de l'agro-industrie, de la distribution de produits pétroliers et de l'énergie. Au titre des créances nettes, l'Administration Publique Centrale (APUC) a amélioré sa situation de 123.403,0 millions, par le renforcement de ses dépôts, auprès du système bancaire.

Les comptes extérieurs du Bénin au titre de l'année 2021 résultent du contexte retracé ci-dessus et affichent un excédent de 597.462,3 millions comme solde global de la balance des

paiements, à la suite des 306.937,9 millions enregistrés en 2020. Le présent rapport analyse l'évolution des principales composantes des comptes extérieurs du Bénin. Il est organisé en six parties, suivant le canevas harmonisé retenu au niveau des pays de l'UEMOA.

# 1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

*Le compte des transactions courantes affiche un déficit de 4,2% du PIB en 2021 contre un déficit de 1,7% en 2020. Cette accentuation du déficit des transactions courantes, en pourcentage du PIB, est imputable, d'une part, à la hausse du déficit de la balance des biens et, d'autre part, à l'aggravation des déficits des services et du revenu primaire ainsi qu'une réduction de l'excédent du revenu secondaire.*

Les statistiques de la balance des paiements, compilées conformément à la méthodologie de la sixième édition du manuel du FMI indiquent une hausse de la valeur nominale du déficit structurel du compte courant qui s'est établi à 407.447,7 millions en 2021, contre 157.337,6 millions en 2020. En valeur relative, le déficit des transactions courantes s'est creusé en ressortant à 4,2% du PIB en 2021, contre 1,7% du PIB en 2020.

L'évolution du solde des transactions courantes sur les cinq dernières années est présentée dans le tableau ci-après, sur la base des données ajustées<sup>3</sup>.

**Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes**

(en millions de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Biens et services	-408 501,9	-456 047,3	-422 861,5	-250 233,9	-428 006,5
Biens	-199 524,0	-308 605,5	-260 431,4	-89 727,0	-195 433,9
Services	-208 977,9	-147 441,9	-162 430,1	-160 507,0	-232 572,6
Revenu primaire	-18 456,1	-30 592,7	-41 481,7	-69 698,2	-104 990,2
Revenu secondaire	118 612,0	126 252,6	127 074,2	162 594,5	125 549,1
<b>Solde du compte courant</b>	<b>-308 345,9</b>	<b>-360 387,4</b>	<b>-337 269,1</b>	<b>-157 337,6</b>	<b>-407 447,7</b>
<b>Solde du compte courant (hors dons)</b>	<b>-349 758,2</b>	<b>-419 197,8</b>	<b>-386 774,2</b>	<b>-265 118,6</b>	<b>-456 333,5</b>
<b>PIB Nominal</b>	<b>7 375 302,2</b>	<b>7 922 004,1</b>	<b>8 432 247,5</b>	<b>9 008 810,4</b>	<b>9 809 694,0</b>
<b>Solde courant (en % PIB)</b>	<b>-4,2</b>	<b>-4,5</b>	<b>-4,0</b>	<b>-1,7</b>	<b>-4,2</b>

Sources : INStAD-BCEAO (Octobre 2022)

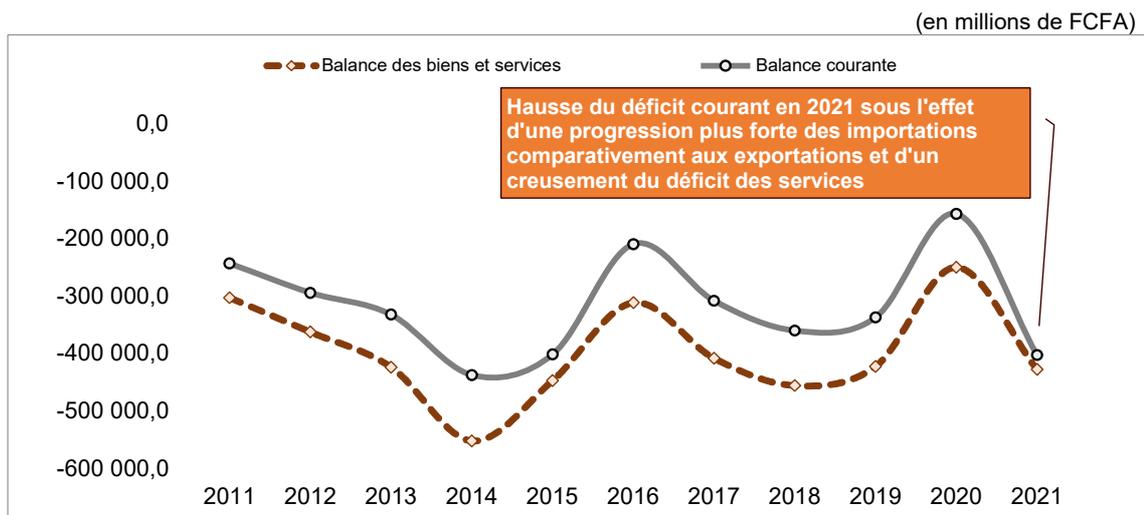
En règle générale au Bénin, l'évolution du solde des transactions courantes est imprimée par la balance des biens et des services, comme l'illustre le graphique 2 ci-après. En effet, la structure de l'économie béninoise est dominée par les activités d'importation de marchandises, réexportées par la suite vers le Nigeria et les pays de l'hinterland (Mali, Niger et Burkina Faso).

En 2021, l'accentuation du déficit des transactions courantes s'explique par une progression des importations de biens à un rythme plus élevé (+22,4%) que celui des exportations de

<sup>3</sup> Les statistiques du commerce extérieur élaborées par l'INStAD sont ajustées par les résultats de la réconciliation des données du commerce intra UEMOA et les estimations du commerce informel.

biens (+17,4%), combinée à une hausse des importations nettes de services (+44,9%) et des paiements nets de revenus primaires (+50,6%), notamment les revenus d'investissement (+47,4%). Les importations de biens sont ressorties à 2.215.374,8 millions en 2021 contre 1.810.211,2 millions une année plus tôt et les exportations se sont établies à 2.019.940,9 millions contre 1.720.484,3 millions en 2020. En outre, les importations nettes de services et les paiements nets de revenus primaires se sont accrus de 72.065,6 millions et 35.292,1 millions respectivement en passant de 160.507,0 millions à 232.572,6 d'une part et de 69.698,2 millions à 104.990,2 millions d'autre part. Cette évolution est à mettre en relation avec la conjoncture économique.

**Graphique 2 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2011 et 2021**

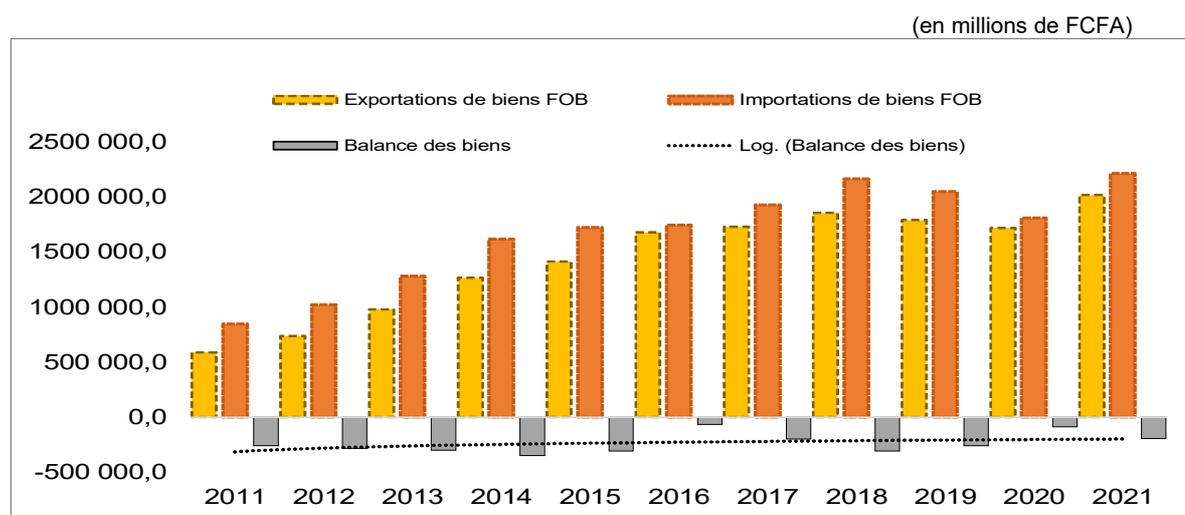


Sources : INStAD-BCEAO (Octobre 2022)

### 1.1. Balance des biens

Le déficit de la balance commerciale s'est accentué de 117,8% en 2021. Rapporté au PIB, le déficit de la balance commerciale s'est ainsi situé à 2,0% contre 1,0% en 2020.

**Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2011 et 2021**



Sources : INStAD-BCEAO (Octobre 2022)

Le creusement de la balance commerciale entre 2020 et 2021 résulte d'une augmentation des importations (+405.163,6 millions), plus importante que celle des exportations (+299.456,6 millions), en valeur absolue. De manière subséquente, le taux de couverture des importations par les exportations a fléchi, passant de 95,0% en 2020 à 91,2% en 2021. Les principaux produits à l'origine de cette évolution des exportations et des importations, ainsi que les facteurs économiques sous-jacents sont déclinés ci-après.

**Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale**

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Exportations de biens FOB (1)	1 730 700,0	1 857 588,7	1 790 945,3	1 720 484,3	2 019 940,9
Importations de biens FOB (2)	1 930 224,0	2 166 194,1	2 051 376,7	1 810 211,2	2 215 374,8
<b>Balance commerciale</b>	<b>-199 524,0</b>	<b>-308 605,4</b>	<b>-260 431,4</b>	<b>-89 726,9</b>	<b>-195 433,9</b>
<b>Balance commerciale (en % PIB)</b>	<b>-2,7</b>	<b>-3,9</b>	<b>-3,1</b>	<b>-1,0</b>	<b>-2,0</b>
<b>Taux de couverture (1)/(2) (en %)</b>	<b>89,7</b>	<b>85,8</b>	<b>87,3</b>	<b>95,0</b>	<b>91,2</b>
<b>Degré d'ouverture commerciale (1)+(2) / PIB nominal (en %)</b>	<b>49,6</b>	<b>50,8</b>	<b>45,6</b>	<b>39,2</b>	<b>43,2</b>
<b>Ratio Exportations/PIB nominal (en %)</b>	<b>23,5</b>	<b>23,4</b>	<b>21,2</b>	<b>19,1</b>	<b>20,6</b>
<b>Ratio Importations/PIB nominal (en %)</b>	<b>26,2</b>	<b>27,3</b>	<b>24,3</b>	<b>20,1</b>	<b>22,6</b>

Sources : INStAD-BCEAO (Octobre 2022)

### 1.1.1. Exportations de biens

#### 1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Les exportations de biens (valeurs FOB) ajustées en 2021 sont arrêtées à 2.019.940,9 millions contre 1.720.484,3 millions une année plus tôt. Réparties suivant les principales composantes de la MBP6, ces exportations sont constituées principalement des marchandises générales, notamment des biens réexportés (Cf. tableau 4).

**Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2017 à 2021**

(en millions de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Marchandises générales	1 717 536,1	1 850 396,7	1 782 273,3	1 712 003,3	2 011 295,2
<i>dont réexportations totales</i>	901 043,0	928 758,0	843 537,0	739 114,7	925 072,0
<i>réexportations officielles</i>	47 979,0	76 462,0	55 464,0	55 056,0	80 915,7
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	0,0	59,7
Or non monétaire	13 163,9	7 192,0	8 672,0	8 481,0	8 586,0
<i>dont réexportations</i>	13 163,9	7 192,0	8 672,0	8 481,0	8 586,0
<b>Total exportations de biens</b>	<b>1 730 700,0</b>	<b>1 857 588,7</b>	<b>1 790 945,3</b>	<b>1 720 484,3</b>	<b>2 019 940,9</b>

Sources : INStAD-BCEAO (Octobre 2022)

Les transactions relatives à la réexportation y figurent pour un montant de 925.072,0 millions en 2021 contre 739.114,7 millions en 2020, en hausse de 25,2%. L'accroissement des réexportations en 2021 s'explique par la reprise des expéditions non officielles de produits alimentaires vers le Nigeria après la réouverture des frontières terrestres par les Autorités nigérianes le 16 décembre 2020. A cet égard, il convient de rappeler que le Bénin réexporte vers le Nigeria les produits alimentaires, notamment le riz et les huiles végétales, les friperies

et les véhicules d'occasion.

S'agissant de l'or non monétaire, l'exploitation aurifère au Bénin demeure traditionnelle. Les quantités d'or brut, en provenance des pays de l'hinterland, notamment le Mali et le Niger, sont enregistrées à l'aéroport de Cotonou, et exportées vers les pays occidentaux. Le niveau des exportations d'or est ressorti à 8.586,0 millions en 2021 contre 8.481,0 millions une année plus tôt.

#### **Encadré 2 : Prise en compte des résultats du rebasage des comptes nationaux**

Le 03 juillet 2019, le Gouvernement a adopté en Conseil des ministres les résultats du rebasage des comptes nationaux du Bénin, réalisé conformément aux recommandations du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies de 2008 (SCN 2008) par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD).

Les principales innovations apportées aux nouveaux comptes concernent :

- le choix de l'année 2015 comme année de base en remplacement de l'année 2007, en liaison avec l'existence de données du recensement de la population et des résultats de l'enquête sur les conditions de vie des populations qui ont mis en exergue de profondes modifications dans les structures d'emploi et de consommation au Bénin ;
- la comptabilisation de la valeur ajoutée de certaines branches d'activité, comme l'agriculture, le commerce informel, le transport fluvial, la marge commerciale et de transport, l'assurance non-vie, la recherche-développement et les services financiers.

Les résultats indiquent au titre de l'année 2015 un produit intérieur brut (PIB) nominal évalué à 6.732,8 milliards de FCFA contre 4.926,4 milliards de FCFA issus de l'ancienne méthodologie SCN 1993. Cette nouvelle évaluation traduit une hausse du PIB de l'ordre de 36,7%.

**Dans ce contexte, les comptes extérieurs du Bénin ont été élaborés sur la base des nouvelles données des comptes nationaux et des modifications intervenues dans les statistiques monétaires.**

Les principaux postes ayant connu des modifications dans les comptes extérieurs sont indiqués comme suit :

- le rebasage des comptes nationaux a entraîné une réévaluation des exportations de biens (crédit), des importations de biens (débit) et des services de fret (débit) qui a été équilibrée dans le compte financier par les numéraires et dépôts (crédit) au niveau du poste « Autres investissements ». Les corrections enregistrées dans le compte financier de la balance des paiements sont identiques à celles effectuées dans la position extérieure globale ;
- les modifications des avoirs extérieurs nets ont été prises en compte dans le compte financier sur la ligne « autres avoirs de réserve » (pour la Banque Centrale) et « investissements de portefeuille » (pour les banques primaires). L'équilibre a été assuré au niveau des erreurs et omissions. Les modifications ainsi faites dans le compte financier de la balance des paiements sont identiques à celles effectuées dans la position extérieure globale.

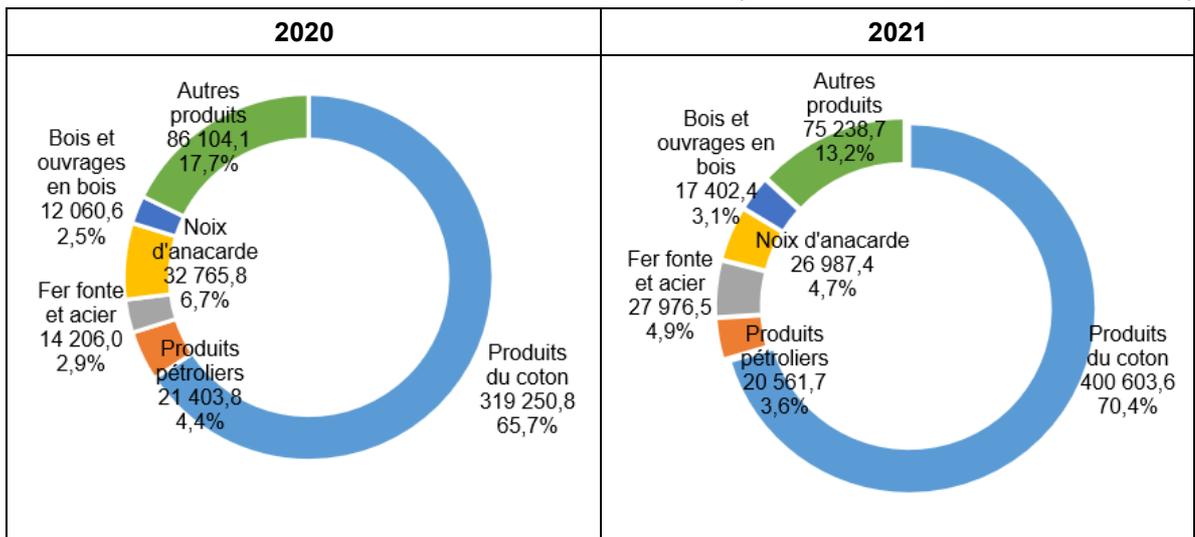
Source : INStAD-BCEAO

#### **1.1.1.2. Composition des exportations de biens**

Les exportations officielles du Bénin restent dominées par les produits du coton qui représentent plus de 70% des ventes à l'étranger. Le Bénin exporte également la noix d'anacarde, le bois et les ouvrages en bois dont les valeurs demeurent encore faibles, comparativement au coton fibre. Les exportations de fer, fonte et acier se composent de la production des industries métallurgiques ainsi que de la ferraille expédiée vers les pays asiatiques, tandis que les produits pétroliers exportés proviennent des importations.

**Graphique 4 : Structure des exportations officielles en 2020 et en 2021**

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)



Source : INStAD (Octobre 2022)

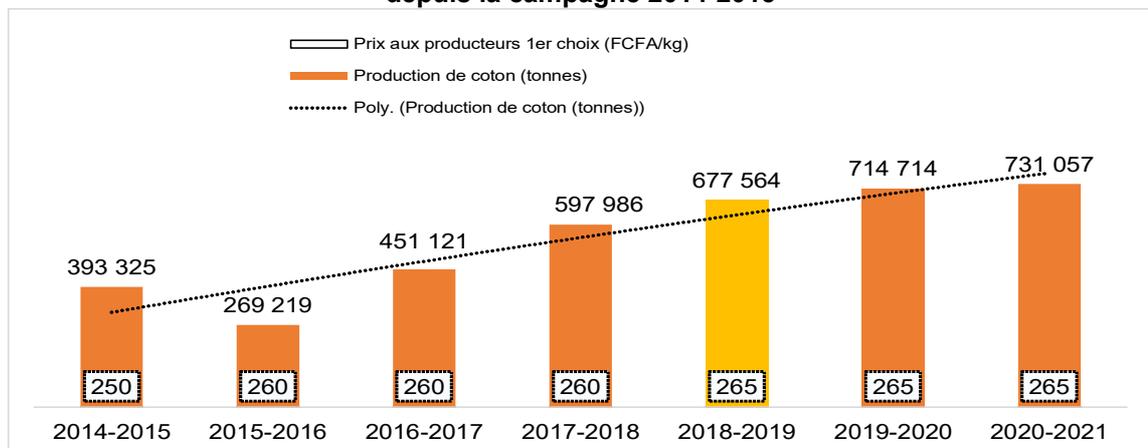
#### 1.1.1.2.1. Coton et ses dérivés

La quantité de coton fibre exportée a progressé de 25,6%, évoluant de 290.578,6 tonnes en 2020 à 364.839,7 tonnes en 2021, en liaison avec l'évolution de la campagne cotonnière 2020-2021<sup>4</sup> qui s'est soldée par une production de coton graine de 731.057 tonnes contre 714.714 tonnes lors de la campagne précédente, selon les données officielles.

La production cotonnière s'est redressée depuis la campagne 2016-2017 grâce aux mesures de restructuration initiées par le Gouvernement, notamment le repositionnement de l'Association Interprofessionnelle de Coton comme gestionnaire de la filière, le renforcement de l'encadrement des cotonculteurs et l'amélioration du rendement à l'hectare.

Le cours moyen de placement de la fibre de coton à l'extérieur s'est élevé à 968,1 FCFA le kilogramme en 2021, contre 934,7 FCFA le kilogramme en 2020 et 988,6 FCFA en 2019. De manière subséquente, les ventes à l'étranger de fibre de coton se sont établies à 353.202,5 millions en 2021 contre 271.589,9 millions en 2020, en hausse de 81.612,6 millions.

**Graphique 5 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs depuis la campagne 2014-2015**



Sources : Ministère en charge de l'Agriculture (Octobre 2022)

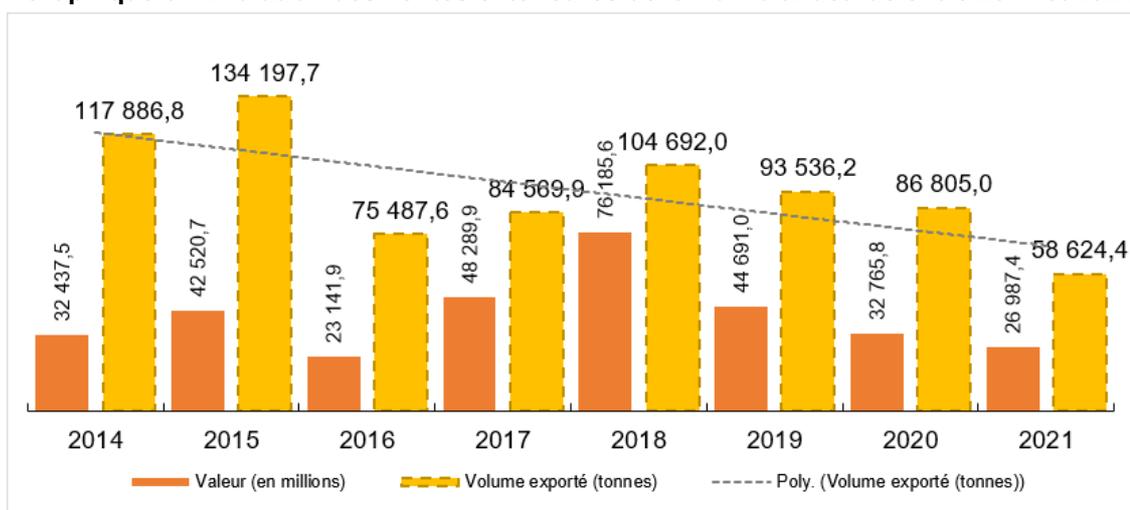
<sup>4</sup> Les exportations de coton effectuées à l'année n sont relatives à la campagne (n-1)/n.

### 1.1.1.2.2. Noix de cajou

La noix d'anacarde est la seconde culture d'exportation après le coton. Sa production est tirée par l'intérêt croissant des agriculteurs pour cette culture, dont les cours sur le marché international sont restés relativement élevés jusqu'en 2018. En revanche, depuis l'année 2019 il est noté un excès de l'offre comparativement à la demande sur le marché international. Ce qui s'est traduit par un effondrement des prix.

Dans ces conditions, les ventes du Bénin à l'étranger se sont élevées à 26.987,4 millions en 2021, en diminution de 17,6% par rapport à 2020 où elles s'étaient établies à 32.765,8 millions.

**Graphique 6 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde entre 2014 et 2021**



Sources : INStAD-DGDDI (Octobre 2022)

### 1.1.1.2.3. Fer, fonte et acier

Outre la production industrielle, les exportations inscrites sous cette rubrique se rapportent à la ferraille issue de la récupération. La ferraille est acquise par des grossistes auprès des collecteurs ou des intermédiaires qui parcourent les domiciles ainsi que les garages pour récupérer les articles ménagers et les véhicules usagers, préalablement concassés. Ces produits sont par la suite exportés vers l'Asie, principalement la Chine, l'Inde et le Vietnam.

Globalement, les exportations de « fer, fonte et acier » se sont consolidées de 96,9% en valeur pour s'établir à 27.976,5 millions en 2021 contre 14.206,0 millions en 2020, en liaison avec la demande au plan mondial, notamment celle émanant de la Chine. En outre, en volume, les exportations sont en hausse de 75,9%, passant de 40.157,0 tonnes à 70.647,4 tonnes sur la période sous revue.

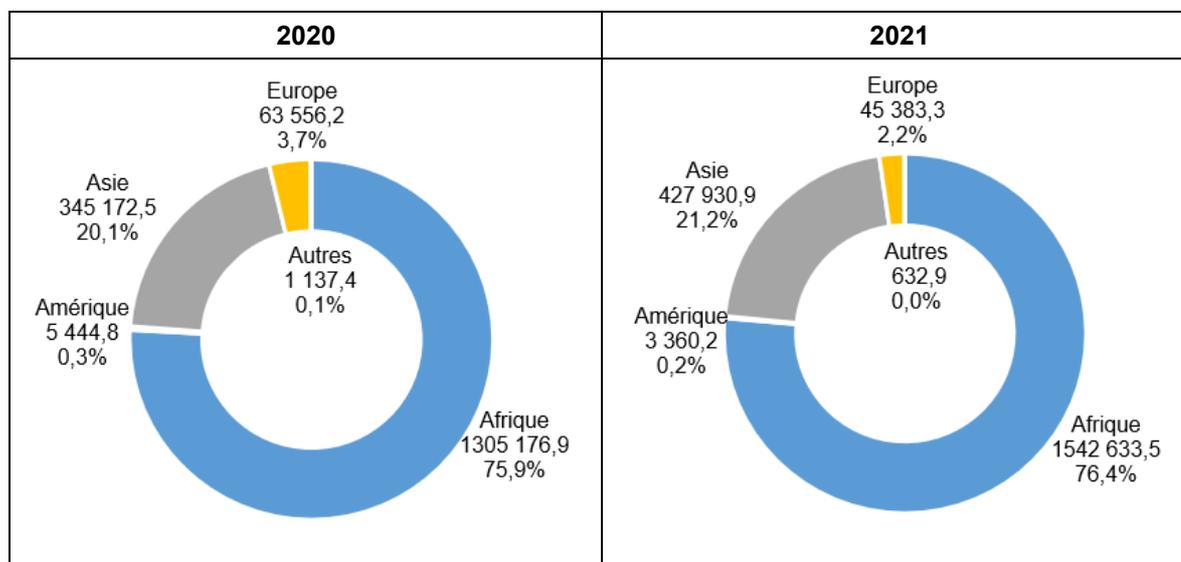
### 1.1.1.2.4. Produits pétroliers

Les produits pétroliers exportés proviennent des importations. Il s'agit donc de réexportations qui ont chuté, passant de 21.403,8 millions en 2020 à 20.561,7 millions en 2021, en liaison avec la baisse des expéditions à partir des dépôts installés au port de Cotonou. Ces réexportations sont effectuées principalement par les sociétés ORYX Bénin (82,2%), GHAYA Oil and Gaz Benin (10,8%) et Puma Energy Bénin (5,6%), selon les statistiques officielles.

### 1.1.1.3. Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations ajustées<sup>5</sup>, pour tenir compte du commerce non contrôlé, indique une évolution des flux qui confirme l'Afrique et l'Asie comme étant les principaux partenaires commerciaux du Bénin avec des parts de marché respectives de 76,4% et de 21,2% en 2021. L'Europe, en recueillant 2,2% des ventes à l'étranger en 2021, représente le troisième partenaire commercial du Bénin.

**Graphique 7 : Destination des exportations par zone géographique en 2020 et en 2021**



Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2022)

En Afrique, en dehors de l'UEMOA, le principal partenaire à l'exportation du Bénin en 2021 est le Nigeria (69,2%). Les exportations du Bénin en direction du Nigeria sont en hausse, passant de 1.178.958,5 millions en 2020 à 1.397.329,9 millions en 2021. Cette augmentation concerne notamment le commerce de riz.

Les exportations vers les pays de l'UEMOA sont évaluées à 102.604,0 millions en 2021 contre 103.945,5 millions en 2020. Les échanges intra-UEMOA représentent 5,1% des exportations totales du Bénin. Les principaux clients du Bénin dans l'UEMOA sont le Niger (2,0%), le Togo (0,9%) et le Mali (0,9%). Le Togo importe du Bénin les poissons congelés, les produits pétroliers, les médicaments ainsi que de la peinture. En ce qui concerne les exportations vers le Mali, elles portent essentiellement sur les produits pétroliers. Quant au Niger, il importe du Bénin les produits alimentaires et métallurgiques.

En Asie, les principaux partenaires à l'exportation du Bénin sont le Bangladesh (11,7%), l'Inde (2,8%), la Chine (2,8%), le Vietnam (1,4%), le Pakistan (0,6%) et la Malaisie (0,4%). Il est observé depuis 2013 une perte des parts de marché de la Chine au profit des pays de l'Asie du Sud-Est. Les exportations en direction de la Chine sont essentiellement constituées de coton (79,7%), de fer, fonte et acier (11,3%) et du bois (4,5%). L'Inde, quant à elle, importe en grande partie du Bénin la noix d'anacarde (53,4%), le coton (25,8%) et le bois (4,5%).

<sup>5</sup> Cette partie de l'analyse porte sur les données ajustées, c'est-à-dire, les statistiques officielles complétées des informations issues des travaux de réconciliation des échanges intracommunautaires et des estimations de l'INStaD sur le commerce non contrôlé. Ces estimations concernent les échanges non officiels avec le Nigeria.

## 1.1.2. Importations de biens

### 1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Les importations totales de biens (base FOB) ont augmenté de 22,4% pour ressortir à 2.215.374,8 millions en 2021 contre 1.810.211,2 millions en 2020. Cette évolution est portée par les importations formelles (+25,1%) et les importations informelles (+14,9%). Les importations de biens sont constituées exclusivement des marchandises générales. L'évolution des importations de marchandises générales sur les cinq dernières années se présente comme suit :

**Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2017 à 2021**

Postes	(en millions de FCFA)				
	2017	2018	2019	2020	2021
Marchandises générales	1 930 224,0	2 166 194,1	2 051 376,7	1 810 211,2	2 215 374,8
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total importations de biens</b>	<b>1 930 224,0</b>	<b>2 166 194,1</b>	<b>2 051 376,7</b>	<b>1 810 211,2</b>	<b>2 215 374,8</b>

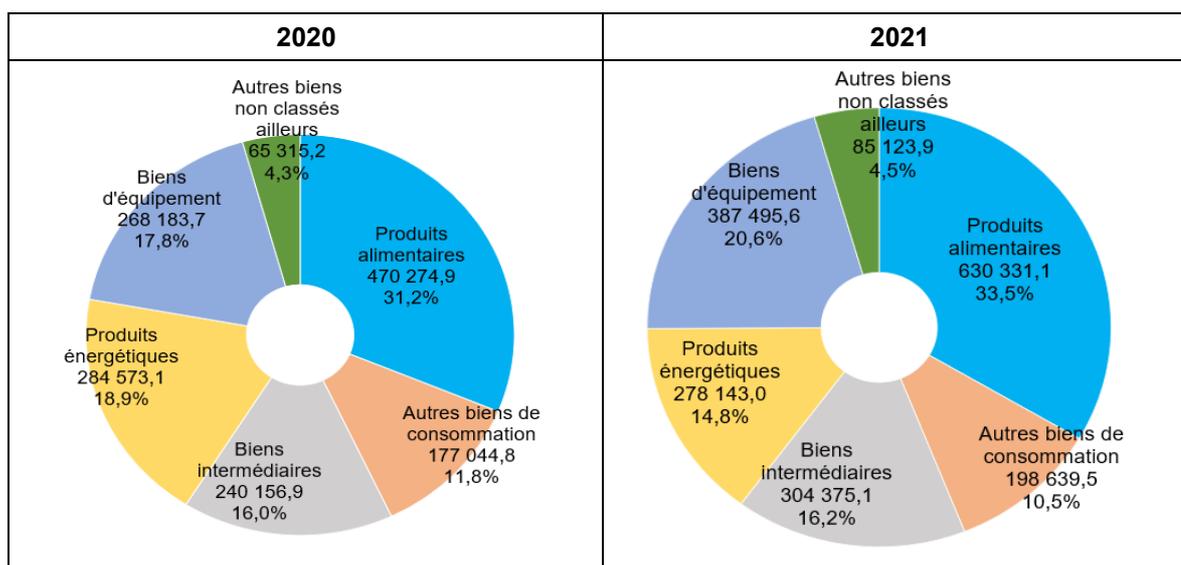
Sources : INStAD-BCEAO (Octobre 2022)

Selon les statistiques officielles du commerce extérieur, les importations totales (CAF) sont en hausse de 25,1% en valeur pour s'établir à 1.884.108,1 millions en 2021 contre 1.505.548,7 millions, un an plus tôt. En volume, les importations totales ont progressé de 20,2% en passant de 4,7 millions de tonnes à 5,6 millions de tonnes en 2021.

A la suite des ajustements opérés, pour tenir compte des transactions non enregistrées, le montant total des importations CAF ressort à 2.500.386,0 millions, représentant 25,5% du PIB nominal en 2021 contre 22,7% en 2020. L'évolution des importations de marchandises générales au cours des quatre dernières années est fournie en annexe 7.

### 1.1.2.2. Composition des importations de biens

**Graphique 8 : Structure des importations (CAF) en 2020 et en 2021**



Source : INStAD (Octobre 2022)

La composition des importations reflète la structure de l'économie béninoise, dominée par les activités commerciales. Ainsi, les produits alimentaires demeurent les principaux produits d'importation avec une proportion de 33,5% en 2021 contre 31,2% en 2020. Ils ont progressé de 34,0% en valeur et de 39,6% en volume d'une année à l'autre. Ces produits alimentent essentiellement le commerce transfrontalier de réexportation informelle. Il s'agit notamment du riz, dont les importations ont atteint 356.785,2 millions en 2021 contre 224.130,3 millions en 2020.

S'agissant des biens d'équipement, ils ont représenté 20,6% des importations officielles en 2021 contre 17,8% en 2020. En valeur, les achats à l'étranger de biens d'équipement se sont accrus de 44,5% pour s'établir à 387.495,6 millions. Cette hausse a été imprimée par la progression des importations de machines et appareils (+46,7%) ainsi que celles des matériels de transport (41,9%). Cette forte progression des importations de biens d'équipement est en lien avec les besoins des chantiers de construction d'infrastructures en cours au Bénin.

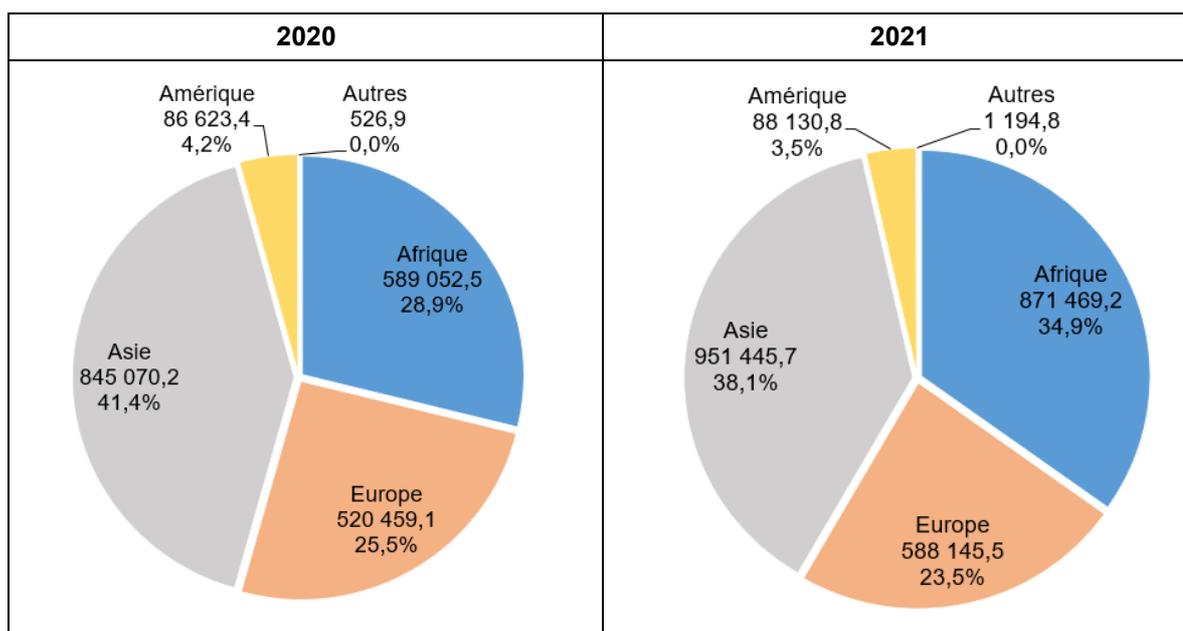
En ce qui concerne les importations de produits énergétiques, elles se sont élevées à 278.143,0 millions, en recul de 2,3% en variation annuelle. Elles représentent 14,8% des importations totales en 2021.

Enfin, les importations de biens intermédiaires sont en hausse de 26,7% pour atteindre 304.375,1 millions en 2021. Elles représentent 16,2% des importations officielles du Bénin. La forte hausse des importations de biens intermédiaires est à mettre en relation avec l'exécution en cours de la construction du pipeline Niger-Bénin, destiné à exporter le pétrole brut du Niger par le territoire du Bénin.

### 1.1.2.3. Répartition géographique des importations

Les statistiques ajustées indiquent que les principaux partenaires du Bénin à l'importation en 2021 se trouvent en Asie (38,1%), en Afrique (34,9%) et en Europe (23,5%). Les importations en provenance du continent américain représentent 3,5% des importations totales du Bénin en 2021.

**Graphique 9 : Origine des importations par zone géographique en 2020 et en 2021**



Source : INStAD-BCEAO (Octobre 2022)

Comparativement à l'année précédente, la part des importations en provenance de l'Asie s'est renforcée au détriment des importations venant de l'Afrique et de l'Europe. En effet, l'Inde (12,2% en 2021 contre 8,4% en 2020), la Chine (8,9% en 2021 contre 8,3% en 2020), la Thaïlande (2,3% en 2021 contre 2,1% en 2020) et l'Indonésie (1,2% en 2021 contre 0,4% en 2020) ont acquis des parts de marché au détriment du Nigeria (24,7% en 2021 contre 25,8% en 2020), du Togo (4,2% en 2021 contre 7,0% en 2020) et de la Côte d'Ivoire (1,2% en 2021 contre 1,6% en 2020) en Afrique et de la Belgique (3,5% en 2021 contre 4,6% en 2020) en Europe. En revanche, un pays comme la France (8,5% en 2021 contre 7,5% en 2020) a renforcé ses parts de marché au Bénin.

En Afrique, les principaux pays africains fournisseurs du Bénin en 2021 sont le Nigeria (24,7%) et le Togo (4,2%).

## 1.2. Balance des services

La balance des services s'est dégradée de 72.065,6 millions d'une année à l'autre, en affichant un solde déficitaire de 232.572,6 millions en 2021 contre un déficit de 160.507,0 millions en 2020. Le déficit de la balance des services s'est ainsi accentué, en liaison avec l'accroissement du solde déficitaire du fret (-46.987,22 millions) et celui du déficit des autres services (-24.778,3 millions), qui englobent les services de télécommunication, les services spécialisés, les services de conseil en gestion, etc.

Le déficit relatif aux dépenses de fret et d'assurance est ressorti à 178.062,1 millions en 2021 contre 131.074,9 millions en 2020, en relation avec la flambée des prix de l'énergie enregistrée à partir du deuxième trimestre de 2021 et des perturbations dans le commerce international dues aux mesures restrictives prises par les pays fournisseurs pour endiguer la pandémie de Covid-19. Il convient de rappeler que le calcul de la balance des paiements pour l'année 2021 repose sur le taux de fret et d'assurance estimé à partir des données disponibles sur la période 2015-2019. Ce taux est évalué à 12,2% contre 11,5% précédemment (Cf. encadré 3).

Par ailleurs, l'excédent du poste "Voyages" s'est amélioré en liaison avec le développement de la vaccination contre la Covid-19 et la mise en oeuvre du passe sanitaire qui ont favorisé une certaine reprise des voyages internationaux et, de ce fait, contribuer à relever les recettes issues des voyages (transports, hébergement, restauration et attractions touristiques).

Enfin, la hausse du déficit des autres services résulte des besoins liés au développement de l'économie du Bénin (travaux de construction en cours, appuis techniques et conseils de cabinets internationaux, ...).

**Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes de 2017 à 2021**

(en millions de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Transports	-230 360,8	-188 767,3	-175 231,0	-138 707,8	-223 889,3
<i>dont fret</i>	-163 576,1	-163 420,0	-146 506,0	-131 074,9	-178 062,1
Voyages	58 201,0	72 963,1	85 351,4	70 627,2	92 237,2
Autres services	-36 818,1	-31 637,7	-72 550,5	-92 426,4	-100 920,5
<b>Services nets</b>	<b>-208 977,9</b>	<b>-147 441,9</b>	<b>-162 430,1</b>	<b>-160 507,0</b>	<b>-232 572,6</b>
<b>Services nets/PIB (en %)</b>	<b>-2,8</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,8</b>	<b>-2,4</b>

Source : BCEAO (Octobre 2022)

### 1.2.1. Transports

La tendance baissière du solde déficitaire du poste « transports » enregistrée depuis 2014 s'est estompée en 2021 où le déficit des services de transport s'est creusé pour s'établir à 223.889,3 millions contre 138.707,8 millions en 2020, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2017 à 2021**

(en millions de FCFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Transports</b>	<b>-230 360,8</b>	<b>-188 767,3</b>	<b>-175 231,0</b>	<b>-138 707,8</b>	<b>-223 889,3</b>
Passagers	-51 166,6	-17 468,5	-20 770,5	298,6	-9 465,3
Fret	-163 576,1	-163 420,0	-146 506,0	-131 074,9	-178 062,1
Autres	-15 618,1	-7 878,8	-7 954,5	-7 931,5	-36 361,9

Source : BCEAO (Octobre 2022)

#### **Encadré 3 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB**

Selon la structure de la balance des paiements du Bénin, l'élément le plus important de la composante des services est la rubrique « fret et assurance ». Le taux de fret global, appliqué aux importations CAF, permet d'estimer le montant total du fret et de l'assurance. Toutefois, compte tenu de la dynamique qui caractérise les échanges de marchandises au plan mondial, les montants de fret et d'assurance peuvent varier d'une période à une autre en fonction des modifications de la structure des échanges, de la volatilité des coûts des facteurs (les produits pétroliers notamment). En conséquence, il est important de procéder à des révisions du taux de fret et d'assurance, afin de rester cohérent avec la dynamique du commerce international des marchandises. Dans cette perspective et conformément aux recommandations du 6<sup>e</sup> Manuel de la balance des paiements, la Banque Centrale procède périodiquement à l'actualisation du taux de fret utilisé dans les ajustements de balance des paiements. La dernière actualisation a été opérée en 2021, pour l'élaboration de la balance des paiements de l'année 2020.

La démarche de travail adoptée s'inspire de la note méthodologique validée à l'occasion de la réunion de la Cellule de réconciliation des données des échanges extérieurs des 24 et 25 septembre 2012 à Dakar, au Sénégal. Elle consiste en un processus de trois étapes qui se déclinent comme suit :

- évaluation de la structure des importations en volume par grands groupes de produits et par zone géographique à partir des statistiques officielles de 2015 à 2019 ;
- déduction des taux de fret par grands groupes de produits et/ou par zone géographique ;
- calcul du taux de fret global de 2019 comme une moyenne pondérée du fret et de l'assurance payés sur les marchandises au cours de la période allant de 2015 à 2019 et recensés dans la base de données du commerce extérieur.

Il ressort des travaux que le taux de fret global s'élèverait en moyenne à 12,2% des importations CAF en 2019 contre 11,5% en 2018. Le fret et l'assurance représenteraient désormais respectivement 11,9% et 0,3% des importations CAF contre 11,2% et 0,3% auparavant. La hausse du taux de fret de 0,7 point de pourcentage s'explique par l'augmentation des coûts des produits pétroliers enregistrée entre fin 2015 et 2019.

### 1.2.2. Voyages

Après le repli enregistré en 2020, imputable à la réduction drastique des vols internationaux induite par la Covid-19, les transactions au titre des voyages ont rebondi en 2021. Le poste « voyages » est ressorti en excédent de 92.237,2 millions en 2021 contre 70.627,2 millions un an plus tôt, en augmentation de 21.610,0 millions. La progression du solde excédentaire du poste « voyages » est portée aussi bien par les voyages à titre professionnel (+10.315,64 millions) que par les voyages à titre personnel (+11.294,4 millions), en liaison avec la reprise des voyages d'affaires et des activités touristiques.

**Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2017 à 2021**

(en millions de FCFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Voyages</b>	<b>58 201,0</b>	<b>72 963,1</b>	<b>85 351,5</b>	<b>70 627,2</b>	<b>92 237,2</b>
à titre professionnel	35 354,7	42 330,5	53 371,2	61 821,6	72 137,3
à titre personnel	22 846,4	30 632,6	31 980,3	8 805,5	20 099,9

Source : BCEAO (Octobre 2022)

**1.2.3. Autres services**

Le déficit des autres services nets s'est renforcé d'une année à l'autre en relation avec les besoins de l'économie. Il est ressorti à 100.920,5 millions en 2021 contre 92.426,4 millions en 2020, soit une hausse de 9,2%.

En 2021, le déficit des autres services nets est notamment imprimé par les services de télécommunications, d'informatique et d'information (-66.948,0 millions), les services de construction (-28 858,4 millions) et les autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés,...) (-30.122,2 millions). Il a été quelque peu atténué par les exportations nettes de services financiers, dont le solde positif est ressorti à +6.070,5 millions, grâce au dynamisme du secteur bancaire au Bénin.

**Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2017 à 2021**

(en millions de FCFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-1 798,1	-1 123,3	-3 425,0	-3 266,5	-527,3
Travaux de construction	613,5	-124,8	-29 796,0	-53 287,5	-28 858,4
Services financiers	2 447,6	67 252,9	30 373,5	23 153,8	6 070,5
Services d'assurance et de retraite	-2 159,5	-5 859,4	-3 537,9	-789,0	-1 089,1
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-4 263,1	-75 927,0	-55 885,3	-63 769,3	-66 948,0
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés,...)	-23 801,4	-23 247,0	-23 395,9	-41 361,6	-30 122,2
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	2 571,6	6 594,1	8 988,5	47 034,4	19 969,2
Divers autres services	-10 428,7	796,8	4 127,6	-140,7	584,8
<b>Total Autres services</b>	<b>-36 818,1</b>	<b>-31 637,7</b>	<b>-72 550,5</b>	<b>-92 426,4</b>	<b>-100 920,5</b>

Source : BCEAO (Octobre 2022)

**1.3. Compte de revenu primaire**

Le solde du compte de revenu primaire demeure déficitaire, en raison principalement des dividendes versés aux actionnaires au titre des revenus des investissements étrangers ainsi que des intérêts payés sur les titres de créance, les autres investissements et la dette publique.

**Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes de 2017 à 2021**

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Rémunérations des salariés	637,1	-878,0	-1 151,2	3 906,6	6 447,7
Revenus des investissements	-19 093,2	-33 417,9	-40 330,5	-99 769,8	-147 025,1
<i>dont intérêts sur la dette publique</i>	-60 878,0	-23 663,0	-38 842,0	-76 283,0	-56 747,5
Autres revenus primaires	0,0	3 703,1	0,0	26 165,0	35 587,2
<b>Balance du revenu primaire</b>	<b>-18 456,1</b>	<b>-30 592,7</b>	<b>-41 481,7</b>	<b>-69 698,2</b>	<b>-104 990,2</b>
<b>Balance revenu primaire / PIB (en %)</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,8</b>	<b>-1,1</b>

Source : BCEAO (Octobre 2022)

En 2021, les sorties nettes de capitaux au titre du revenu primaire se sont établies à 104.990,2 millions (1,1% du PIB), en progression par rapport à l'année 2020 où elles avaient atteint 69.698,2 millions (0,8% du PIB). Cette évolution résulte :

- des intérêts nets réglés sur les autres investissements (-68.875,0 millions) en liaison avec les intérêts payés au titre de la dette publique extérieure (-56.747,5 millions),
- des revenus nets versés (-53.252,1 millions) au titre des investissements directs, en relation avec la performance des entreprises bénéficiaires de flux d'investissements directs.

**Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes de 2017 à 2021**

(en millions de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Revenus des investissements directs	-13 097,8	-14 885,5	-11 160,6	-20 562,5	-53 252,1
Dont bénéfiques réinvestis	-9 607,0	-3 588,7	-5 205,6	-4 918,5	-26 881,9
Revenus des investissements de portefeuille	16 841,5	825,0	11 044,8	-4 673,7	-24 937,1
Revenus des autres investissements	-22 836,9	-19 357,3	-40 214,7	-74 533,6	-68 836,0
<b>Balance des revenus des investissements</b>	<b>-19 093,2</b>	<b>-33 417,9</b>	<b>-40 330,5</b>	<b>-99 769,8</b>	<b>-147 025,1</b>

Source : BCEAO (Octobre 2022)

#### 1.4. Compte de revenu secondaire

Le solde du compte de revenu secondaire maintient un profil excédentaire, en relation avec les transferts reçus par les administrations publiques dans le cadre de la coopération internationale et les envois de fonds des béninois résidents à l'étranger.

**Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes de 2017 à 2021**

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Administration publique	41 382,8	58 775,2	49 429,0	107 607,8	48 668,3
<i>dont aide budgétaire</i>	41 412,3	58 810,4	49 505,1	107 781,0	48 885,8
Autres secteurs	77 229,3	67 477,4	77 645,2	54 986,7	76 880,8
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	70 685,3	58 800,0	77 029,3	60 736,5	66 056,2
<b>Balance revenu secondaire</b>	<b>118 612,1</b>	<b>126 252,6</b>	<b>127 074,2</b>	<b>162 594,5</b>	<b>125 549,1</b>
<b>Balance revenu secondaire/PIB (en %)</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>1,3</b>

Source : BCEAO (Octobre 2022)

En 2021, le solde du revenu secondaire s'est élevé à 125.549,1 millions (1,3% du PIB), contre 162.594,5 millions (1,8% du PIB) une année plus tôt, en baisse de 37.045,5 millions (-22,8%).

Cette évolution s'explique par le repli des appuis apportés au Gouvernement par ses partenaires techniques et financiers pour soutenir la riposte contre la pandémie de Covid-19 et la relance économique au Bénin.

Au titre des transferts courants, les principaux donateurs du Bénin en 2021 sont l'Union Européenne, la Banque Mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations Unies pour le Développement et la Chine.

## 2. COMPTE DE CAPITAL

*Le solde excédentaire du compte de capital s'est établi à 143.841,2 millions en 2021 contre 100.503,0 millions en 2020. Cette évolution reflète une hausse des transferts en capital reçus par les administrations publiques et les organisations non gouvernementales opérant au Bénin.*

Le compte de capital retrace les opérations relatives aux actifs non financiers non produits et aux transferts en capital entre résidents et non-résidents. Le solde de ce compte s'est consolidé en se situant à 143.841,2 millions en 2021 (1,5% du PIB) contre 100.503,0 millions en 2020 (1,1% du PIB), en progression de 43.338,2 millions.

**Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2017 à 2021**

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Transferts en capital	113 946,0	109 147,7	116 301,0	100 541,9	146 682,4
Administration publique	73 275,0	70 140,7	74 849,0	64 015,9	102 751,7
<i>dont remises de dettes</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	40 671,0	39 007,0	41 452,0	36 526,0	43 930,7
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-61,1	-0,5	3,1	-38,9	-2 841,2
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>113 884,9</b>	<b>109 147,2</b>	<b>116 304,1</b>	<b>100 503,0</b>	<b>143 841,2</b>
<b>Solde du compte de capital/PIB (en %)</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,1</b>	<b>1,5</b>

Source : BCEAO (Octobre 2022)

Ce profil haussier est principalement sous-tendu par l'augmentation des transferts en capital reçus par l'Administration publique (+38.735,74 millions) et les organisations non gouvernementales implantées au Bénin (+7.459,7 millions). Les transferts en capital consistent essentiellement en des dons liés aux projets initiés par le Gouvernement en partenariat avec des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales, notamment dans le domaine de la bonne gouvernance, de l'agriculture, de l'adduction en eau potable, de l'accès à l'énergie et de la protection de l'enfance. Ces transferts proviennent notamment de la Banque Mondiale, du Millennium Challenge Corporation, de la Coopération suisse, de l'Union Européenne, de la Chine, du Programme des Nations Unies pour le Développement et des Pays-Bas pour divers projets en cours de mise en œuvre.

### 3. COMPTE FINANCIER

*Le compte financier a dégagé un passif net de 858.220,8 millions en 2021 contre 361.756,4 millions en 2020.*

Le compte financier<sup>7</sup> s'est soldé par un passif net de 858.220,8 millions en 2021 contre 361.756,4 millions en 2020. Ce renforcement d'une année à l'autre des flux financiers nets reçus résulte d'une progression des investissements de portefeuille (+427.327,2 millions) et des flux d'investissements directs (+80.516,2 millions). La hausse des ressources reçues au titre des investissements de portefeuille s'explique essentiellement par les deux émissions d'eurobonds réalisées par le Bénin durant l'année 2021. En ce qui concerne les investissements directs, leur consolidation est à mettre en relation avec l'exécution en cours du projet de pipeline Niger-Bénin ainsi que les performances dans les secteurs de la construction et des télécommunications.

**Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2017 à 2021**

(en millions de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Investissements directs	-98 128,3	-102 370,5	-111 950,8	-87 576,1	-168 092,3
Investissements de portefeuille	-54 519,3	53 967,2	-125 030,9	-76 436,5	-503 763,7
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	80 461,0	-396 369,0	-25 607,8	-197 743,8	-186 364,9
<b>Solde du compte financier</b>	<b>-72 186,6</b>	<b>-444 772,3</b>	<b>-262 589,5</b>	<b>-361 756,4</b>	<b>-858 220,8</b>
<b>Solde du compte financier/PIB</b>	<b>-1,0</b>	<b>-5,6</b>	<b>-3,1</b>	<b>-4,0</b>	<b>-8,7</b>

Source : BCEAO (Octobre 2022)

#### 3.1. Investissements directs

Les entrées nettes d'investissements directs se sont établies à 168.092,2 millions en 2021 contre 87.576,1 millions en 2020, en augmentation de 80.516,2 millions. Cette progression est liée d'une part à la construction du Pipeline Export Niger-Bénin destiné à acheminer le pétrole brut produit du Niger vers le marché international via le territoire de la République du Bénin et, d'autre part, à l'installation de nouveaux investisseurs étrangers dans la Zone Economique Spéciale de Glo-Djigbé ainsi qu'aux performances enregistrées dans les secteurs de l'économie. Les flux nets d'investissements directs en 2021 sont constitués de fonds propres (57.122,4 millions) et d'instruments de dette (110.969,9 millions).

Les principaux secteurs bénéficiaires des investissements directs sont la « construction » (50,0%), la « communication » (15,4%), l'« intermédiation financière, assurance et retraite » (11,8%), les « Transports, entreposage » (11,7%), l'« Industrie manufacturière » (5,5%) et la « Distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution » (3,6%).

La Chine (21,9%), la France (21,1%), le Sénégal (11,2%), l'Espagne (7,7%), la Suisse (5,2%), le Brésil (4,1%), l'Inde (1,9%), le Nigeria (1,4%) et le Burkina-Faso (1,3%) sont les principaux

<sup>7</sup> Compilé suivant l'optique BCEAO.

pourvoyeurs des flux d'investissements directs nets au Bénin en 2021 (Cf. annexe 4).

### **3.2. Investissements de portefeuille**

Les flux financiers nets reçus au titre des investissements de portefeuille sont évalués à 503.763,7 millions en 2021 contre 76.436,5 millions, une année plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de la différence entre les acquisitions nettes de titres publics des acteurs non bancaires (23.308,7 millions) et les émissions nettes notamment de l'Administration publique (527.237,2 millions).

La performance de l'Administration publique au titre de l'année 2021 s'explique par deux émissions d'eurobonds :

- le Bénin a conclu avec succès, le 12 janvier 2021, une émission d'eurobonds en deux tranches pour une valeur totale d'un milliard d'euros. La première tranche de 700 millions d'euros a une maturité de 11 ans. La seconde tranche de 300 millions d'euros a une maturité de 31 ans. Cette émission a été couplée à une opération technique de gestion de passifs. En effet, le Bénin a procédé à un rachat de 65% des eurobonds émis le 19 mars 2019 pour une valeur de 500 millions d'euros.
- le Bénin a réalisé avec succès, le 15 juillet 2021, une émission d'eurobonds pour une valeur de 500 millions d'euros. Cette émission est dédiée au financement de projets à fort impact sur l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Quant aux acquisitions de titres de créance par les banques, elles sont ressorties à 514.521,0 millions en 2021, en consolidation par rapport à l'année 2020 où elles se sont situées à 370.055,4 millions. Cette progression est en relation avec les opportunités nées sur le marché régional avec les émissions de titres publics des Etats, destinées à mobiliser des ressources pour gérer la relance économique post-Covid.

### **3.3. Autres investissements**

Les autres investissements nets se sont soldés par un passif net de 186.364,9 millions en 2021 contre 197.743,8 millions une année plus tôt, en diminution de 11.378,9 millions. Cette évolution est notamment imprimée par les mobilisations réalisées par l'Administration Centrale auprès de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux.

En effet, les tirages de l'Administration Centrale sont ressorties à 182.513,0 millions en 2021 contre 324.258,0 millions en 2020, en diminution de 43,7%. Les ressources ont notamment été mobilisées auprès de la Banque Mondiale (+86.357,5 millions), de la Banque Islamique de Développement (+22.852,8 millions) et de Eximbank de Chine (+14.973,6 millions). Elles ont été affectées au financement de projets et programmes de développement dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'eau, de l'éducation et de l'agriculture.

En ce qui concerne les autres secteurs, les transactions enregistrées au titre des autres investissements se sont traduites par un renforcement de leurs avoirs à l'étranger (+8.991,7 millions) et des dettes commerciales (+12.843,6 millions) vis-à-vis de leurs partenaires étrangers. Ces évolutions sont à mettre en relation avec les transactions d'exportations et d'importations de biens et services.

## 4. CAPITAUX MONÉTAIRES

*En 2021, les transactions économiques se sont soldées par un excédent des avoirs extérieurs nets des Institutions Monétaires de 597.462,3 millions après un excédent de 306.937,9 millions enregistrés en 2020. Cette évolution porte l'empreinte de la hausse des exportations et des mobilisations de ressources extérieures.*

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire.

### 4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont en recul de 116.166,7 millions entre 2020 et 2021 pour ressortir à 144.128,8 millions, en liaison avec une hausse plus importantes des engagements comparativement à la progression des avoirs.

Au total, l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale se présente comme suit.

**Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale de 2017 à 2021**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
<b>AVOIRS</b>	<b>425 583,8</b>	<b>579 140,5</b>	<b>600 090,1</b>	<b>850 060,5</b>	<b>962 638,3</b>
Position de réserve	9 336,0	15 999,7	13 105,8	5 173,6	20 899,9
DTS détenus	32 104,1	46 245,8	59 954,9	222 404,3	328 299,7
Avoirs en devises	384 143,6	516 895,0	527 029,4	622 482,6	613 438,7
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>222 032,0</b>	<b>153 189,0</b>	<b>286 055,3</b>	<b>589 785,0</b>	<b>818 509,5</b>
Recours au crédit du FMI	77 734,1	92 934,5	106 576,4	257 343,1	261 251,5
Allocation de DTS	46 087,1	47 126,0	47 164,3	45 946,4	144 346,0
Banques et Institutions étrangères	98 208,9	13 128,6	132 314,6	286 495,5	412 911,9
Autres engagements en monnaies étrangères					
Autres dépôts étrangers					
Transferts à exécuter	1,9	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS (1)</b>	<b>203 551,8</b>	<b>425 951,5</b>	<b>314 034,8</b>	<b>260 275,5</b>	<b>144 128,8</b>

Source : BCEAO (Octobre 2022)

Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagements nets

L'augmentation des avoirs en 2021 provient principalement de la hausse des droits de tirages spéciaux détenus (+105.895,3 millions) et de la position de réserve (+15.726,3 millions). Quant aux engagements, ils sont ressortis en progression de 228.724,5 millions en 2021, en relation avec l'augmentation des engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères (+126.416,4 millions), l'allocation de DTS obtenue (+98.399,7 millions) ainsi que le recours au

crédit du FMI (+3.908,4 millions).

## 4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des institutions de dépôts autres que la Banque Centrale, constituées des banques, s'est consolidée de 713.608,9 millions, en passant de 1.160.188,6 millions en 2020 à 1.873.797,5 millions en 2021. Les avoirs des banques locales sont essentiellement placés dans les autres Etats de l'Union, à travers l'acquisition des titres sur le marché régional.

**Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires**

(en millions de FCFA)

POSTES	2017	2018	2019	2020	2021
<b>AVOIRS</b>	<b>1 335 223,1</b>	<b>1 165 528,0</b>	<b>1 282 838,0</b>	<b>1 584 932,0</b>	<b>2 340 618,0</b>
Banques	1 335 223,1	1 165 528,0	1 282 838,0	1 584 932,0	2 340 618,0
Autres institutions monétaires					
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>667 659,8</b>	<b>523 503,9</b>	<b>483 346,7</b>	<b>424 743,4</b>	<b>466 820,5</b>
Banques	667 659,8	523 503,9	483 346,7	424 743,4	466 820,5
Autres institutions monétaires					
<b>POSITION MONETAIRE EXTERIEURE (1)</b>	<b>667 563,3</b>	<b>642 024,1</b>	<b>799 491,3</b>	<b>1 160 188,6</b>	<b>1 873 797,5</b>

Source : BCEAO (Octobre 2022)

Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagements nets

## 4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires

Au total, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont ressortis excédentaires de 597.462,3 millions en 2021 contre un excédent de 306.937,9 millions en 2020. Cette évolution porte l'empreinte des mobilisations de ressources extérieures réalisées par l'Administration publique et de la consolidation des rapatriements de recettes d'exportation. L'évolution de la variation des avoirs extérieurs nets totaux se présente comme suit.

**Tableau 17 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
1. Variation des AEN du secteur bancaire	281 723,0	25 539,2	-157 467,2	-360 697,3	-713 629,0
2. Variation des AEN de la Banque Centrale	-163 435,9	-222 399,7	111 916,6	53 759,4	116 166,7
<b>Solde monétaire (1+2) (a)</b>	<b>118 287,1</b>	<b>-196 860,5</b>	<b>-45 550,6</b>	<b>-306 937,9</b>	<b>-597 462,3</b>
<b>Contrepartie de réévaluations (b)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde économique (a+b)</b>	<b>118 287,1</b>	<b>-196 860,5</b>	<b>-45 550,6</b>	<b>-306 937,9</b>	<b>-597 462,3</b>

Source : BCEAO (Octobre 2022)

Par convention : Signe (+) = Variation négative ; Signe (-) = Variation positive

## 5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

*L'année 2021 a été marquée par une progression de 8,8% du passif net de la Position Extérieure Globale, ressortie à 3.807.723,7 millions contre 3.501.287,3 millions, un an plus tôt.*

La Position Extérieure Globale représente un état de patrimoine qui retrace, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Au 31 décembre 2021, la Position Extérieure Globale du Bénin dégage un passif net de 3.807.723,7 millions contre 3.501.287,3 millions au 31 décembre 2020. Cette évolution reflète une augmentation des engagements extérieurs plus forte, comparativement aux actifs financiers extérieurs, consécutive à une hausse des investissements de portefeuille, des tirages de ressources extérieures et des investissements directs.

**Tableau 18 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin**

(en millions de FCFA)

Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période
<b>Stock d'actifs financiers (A)</b>	<b>3 041 615,1</b>	<b>23 002,4</b>	<b>3 877 410,0</b>
Investissements directs	297 225,9	516,0	321 535,8
Investissements de portefeuille	1 404 263,6	8 767,7	1 951 808,4
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	490 045,0	1 486,9	641 427,5
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	112 402,0	372,4	136 534,9
Prêts	342 682,7	0,0	468 104,3
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	34 719,0	1 108,7	11 182,0
Autres comptes à payer/à recevoir	241,2	5,8	25 606,3
Avoirs de réserve	850 080,6	12 231,8	962 638,3
Or monétaire	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	222 404,3	14 229,9	328 299,7
Position de réserve au FMI	5 173,6	-1 998,1	20 899,9
Autres avois de réserve	622 502,7	0,0	613 438,7
<b>Stocks de passifs financiers (B)</b>	<b>6 542 902,4</b>	<b>71 124,8</b>	<b>7 685 133,7</b>
Investissements directs	1 832 936,1	173,4	2 024 995,6
Investissements de portefeuille	1 087 621,5	0,0	1 617 602,1
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	3 622 344,8	70 951,4	4 042 536,0
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	442 585,0	0,0	404 875,4
Prêts	2 830 425,5	64 675,9	3 106 270,1
Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	45 468,8	-232,6	52 295,0
Autres comptes à payer/à recevoir	257 919,2	251,5	334 749,6
Droits de tirage spéciaux	45 946,4	6 256,6	144 346,0
<b>Position extérieure globale (A) - (B)</b>	<b>-3 501 287,3</b>	<b>-48 122,4</b>	<b>-3 807 723,7</b>

Source : BCEAO (Octobre 2022)

## 5.1. Variation de la Position Extérieure Globale

Durant l'année 2021, les avoirs des résidents vis-à-vis des non résidents se sont consolidés (+27,5%) et leurs engagements se sont accrus (+17,5%), situant le passif net à 3.807.723,8 millions à fin décembre 2021 contre 3.501.287,3 millions une année plus tôt.

Ainsi, à l'actif le stock s'est établi à 3.877.410,0 millions au 31 décembre 2021 contre 3.041.615,1 millions une année plus tôt, en liaison notamment avec la progression des investissements de portefeuille (+39,0%), des prêts (36,6%) et des avoirs de réserve (+13,2%). La hausse des investissements de portefeuille s'explique notamment par les acquisitions de titres publics faites par les banques sur le marché régional. Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume se chiffrent à 23.002,4 millions.

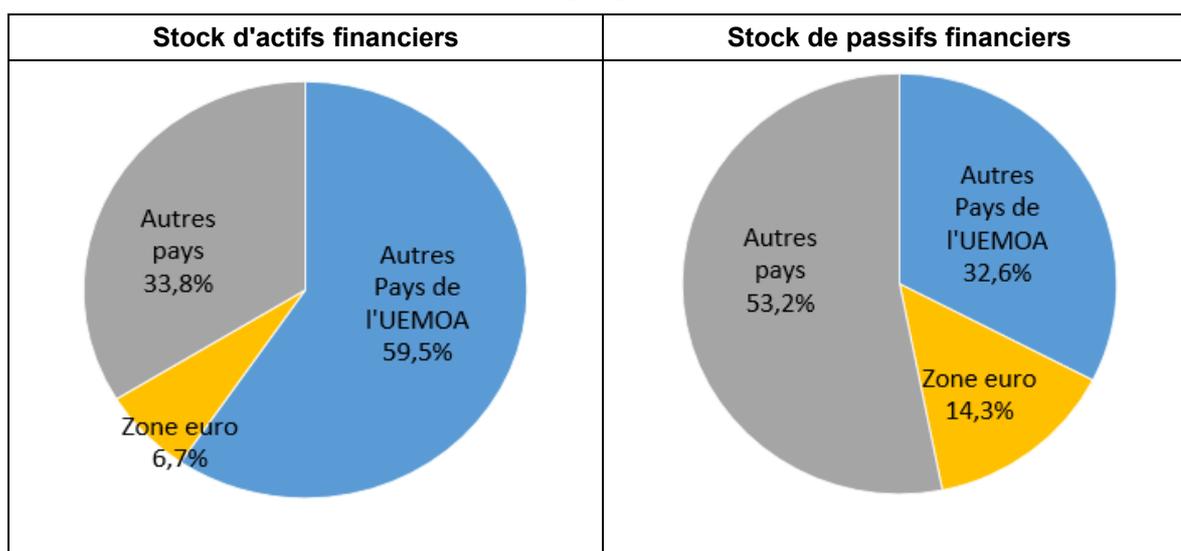
Au passif, l'encours des engagements est ressorti à 7.685.133,7 millions à fin 2021 contre 6.542.902,4 millions un an plus tôt. Son accroissement, de l'ordre de 17,5%, est principalement porté par les investissements de portefeuille (+48,7%), les emprunts extérieurs (+9,7%) et les investissements directs (+10,5%). Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume sont évalués à 71.124,8 millions. Ils sont essentiellement liés aux variations du taux de change sur l'encours de la dette extérieure et sur les droits de tirage spéciaux.

## 5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des autres pays de l'UEMOA à hauteur de 59,5%. Ces actifs sont détenus sous forme d'investissements de portefeuille (50,3%), notamment les titres publics acquis sur le marché régional de la dette publique. Ils sont également constitués des avoirs de réserve (24,8%) et de prêts (12,1%).

Les engagements financiers sont contractés à la fois auprès des autres pays (53,2%), des pays de l'UEMOA (32,6%) et de la Zone euro (14,3%). Ils se composent d'emprunts (40,4%), d'investissements directs (26,3%) et d'investissements de portefeuille (21,0%).

Graphique 10 : Ventilation géographique de la PEG en 2021



Source : BCEAO (Octobre 2022)

## 6. DETTE EXTERIEURE BRUTE TOTALE

*L'année 2021 a été marquée par une augmentation de la dette extérieure brute totale, ressortie à 6.761.548,2 millions contre 5.322.983,5 millions, un an plus tôt.*

La dette extérieure brute<sup>9</sup> est égale, à toute date donnée, à la position des passifs courants effectifs, non conditionnels, qui comportent l'obligation pour le débiteur d'effectuer un ou plusieurs paiements en remboursement du principal et/ou de verser des intérêts à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des non résidents par des résidents d'une économie.

### 6.1. Encours de la dette extérieure brute totale

Au 31 décembre 2021, la dette extérieure brute du Bénin se chiffre à 6.761.548,2 millions contre 5.322.983,5 millions au 31 décembre 2020, en hausse de 1.438.564,7 millions soit +27,0% en variation relative. En termes de maturité, la dette de court terme représente 11,6% contre 88,4% pour la dette de long terme. La dette extérieure a été contractée par le secteur public (Administration publique et Banque Centrale) à hauteur de 67,7% contre 32,3% pour le secteur privé (y compris les autres institutions de dépôt). La dette extérieure brute totale du secteur public est essentiellement de long terme.

Rapporté au produit intérieur brut, la dette extérieure brute totale ne représente que 68,9% à fin décembre 2021 contre 59,1% à fin décembre 2020. Ce niveau traduit un endettement modéré des résidents du Bénin vis-à-vis des non résidents à fin décembre 2021.

**Tableau 19 : Evolution de la dette extérieure brute du Bénin**

(en millions de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	Proportion ** (%)	Poids dans la dette** totale (%)
<b>Dette extérieure du secteur public*</b>	<b>2 157 882,5</b>	<b>2 292 246,0</b>	<b>2 735 566,5</b>	<b>3 714 581,7</b>	<b>4 848 139,1</b>	100,0	67,7
Court terme	199 524,9	119 418,6	142 206,6	291 539,5	412 911,9	7,1	4,8
Long terme	1 958 357,6	2 172 827,5	2 593 359,9	3 423 042,2	4 435 227,2	92,9	62,8
<b>Dette extérieure du secteur privé non garantie par le secteur public</b>	<b>1 364 516,0</b>	<b>1 412 740,9</b>	<b>1 563 195,5</b>	<b>1 608 401,8</b>	<b>1 913 409,1</b>	100,0	32,3
Court terme	472 567,3	340 155,6	283 720,0	280 858,5	454 909,0	20,9	6,8
Long terme	891 948,7	1 072 585,3	1 279 475,5	1 327 543,3	1 458 500,2	79,1	25,6
<b>Position de la dette extérieure brute</b>	<b>3 522 398,5</b>	<b>3 704 986,9</b>	<b>4 298 761,9</b>	<b>5 322 983,5</b>	<b>6 761 548,2</b>	100,0	100,0
Court terme	672 092,3	459 574,2	425 926,6	572 398,1	867 820,9	11,6	11,6
Long terme	2 850 306,2	3 245 412,8	3 872 835,3	4 750 585,4	5 893 727,4	88,4	88,4
<b>PIB nominal</b>	<b>7 375 302,2</b>	<b>7 922 004,1</b>	<b>8 432 247,5</b>	<b>9 008 810,0</b>	<b>9 809 694,0</b>		
<b>Poids de la dette extérieure publique (en % du PIB)</b>	<b>27,3</b>	<b>28,2</b>	<b>30,3</b>	<b>37,5</b>	<b>43,7</b>		
<b>Poids de la dette extérieure brute totale (en % du PIB)</b>	<b>47,8</b>	<b>46,8</b>	<b>51,0</b>	<b>59,1</b>	<b>68,9</b>		

Source : BCEAO (Octobre 2022) \*y compris la dette de la Banque Centrale \*\* Moyenne sur la période 2017-2021

<sup>9</sup> L'évaluation de la dette extérieure brute totale s'explique par la nécessité pour les décideurs, les marchés financiers et autres utilisateurs de statistiques de disposer d'informations complètes, fiables et comparables à l'échelle internationale. Les engagements au titre de la dette extérieure étant assortis d'une obligation de paiements ultérieurs, ils peuvent créer des situations qui rendent une économie vulnérable à des problèmes d'insolvabilité et de liquidité. En outre, l'expérience montre que la vulnérabilité extérieure peut avoir des répercussions économiques généralisées, et pas seulement sur l'économie initialement touchée, d'où la nécessité de quantifier et d'assurer un suivi de l'endettement extérieur (Cf. manuel méthodologique du Fonds Monétaire International).

Enfin, il convient de rappeler qu'il existe une différence méthodologique de comptabilisation de la dette extérieure entre l'approche recommandée par le Fonds Monétaire International (**basée sur la résidence du prêteur**), mise en œuvre pour le calcul des statistiques analysées dans ce rapport, et la méthodologie utilisée par la Caisse Autonome d'Amortissement (**basée sur la monnaie**). A titre d'exemple, les prêts libellés en francs CFA obtenus par le Gouvernement du Bénin auprès de la BOAD sont classés par la Caisse Autonome d'Amortissement comme une dette publique intérieure contrairement à la méthodologie du FMI qui considère qu'il s'agit d'une dette publique extérieure.

## **6.2. Composition de la dette extérieure brute totale**

La composition par terme et par instrument financier est analysée suivant la nature institutionnelle du débiteur. Les données détaillées sont retracées à l'annexe 9 du document.

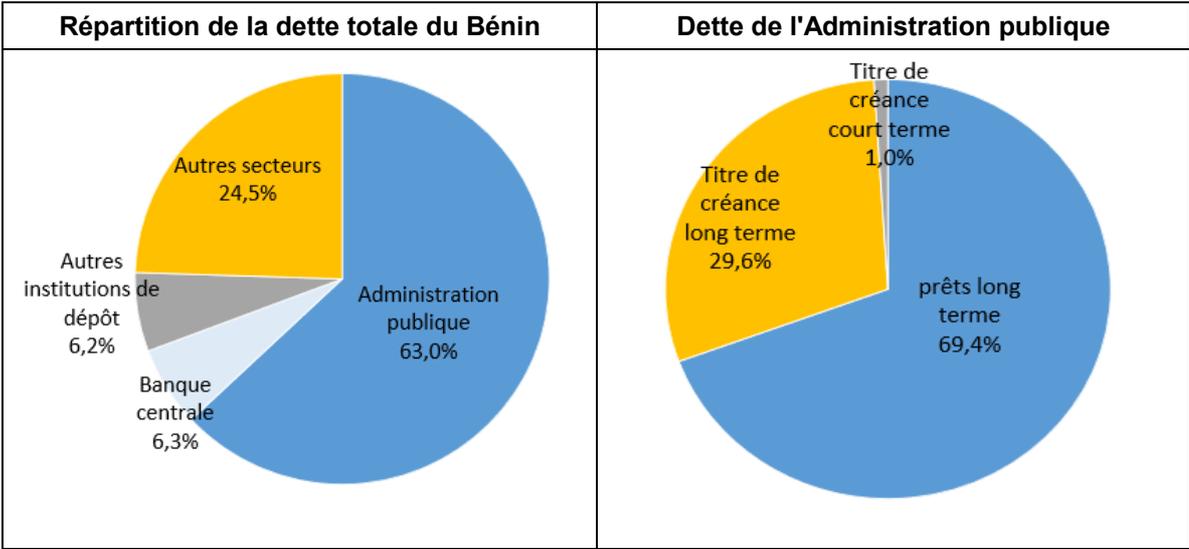
En ce qui concerne l'Administration publique, la dette extérieure brute est essentiellement constituée de prêts (69,4% du total de l'Administration publique) et de titre de créance (29,6%) de long terme. Les graphiques ci-dessous indiquent le poids de l'Administration publique dans la dette totale. La dette extérieure brute de l'Administration publique représente 43,7% du produit intérieur brut à fin décembre 2021 contre 37,5% à fin décembre 2020.

Quant à la Banque Centrale, sa dette porte sur des droits de tirages spéciaux (19,6% du total de la dette de la Banque Centrale), qui sont un instrument de long terme, des numéraires et dépôts (10,4%) et d'autres passifs sous forme de dette (69,1%) à court terme.

Les autres institutions de dépôt ont davantage des engagements à court terme. Leur dette extérieure est constituée de numéraire et dépôts (52,8%) et des prêts (22,9%) pour le court terme. En ce qui concerne le long terme, la dette est principalement sous forme de prêts (11,7%) et de numéraires et dépôts (11,5%).

Les autres secteurs se sont endettés vis-à-vis des non résidents par le canal des crédits commerciaux (30,3%) à court terme, des emprunts (11,4%) et des prêts de long terme (43,1%). Quant aux prêts interentreprises au titre des investissements directs, ils représentent 19,9% du total de la dette extérieure brute du Bénin. Ils sont principalement composés de passifs sous forme de dette des entreprises d'investissement direct envers les investisseurs directs.

**Graphique 11 : Poids de l'Administration publique dans la dette extérieure brute totale du Bénin**



Source : BCEAO (Octobre 2022)

## CONCLUSION

Au total, les échanges extérieurs du Bénin ont connu une évolution en cohérence avec le contexte international, marqué par une reprise économique vigoureuse et une bonne tenue des cours des matières premières, ainsi que l'évolution favorable de l'économie nationale. Les estimations des services officiels situent le taux de croissance économique à 7,2% en 2021 contre une réalisation de 3,8% une année plus tôt.

Le solde global de la balance des paiements affiche ainsi un excédent de 597.462,3 millions en 2021, à la suite de celui enregistré au titre de l'année 2020 (+306.937,9 millions). Cette évolution traduit essentiellement un excès de couverture du déficit des transactions courantes par les entrées de flux financiers enregistrées dans le compte financier.

Le déficit structurel du solde des transactions courantes, rapporté au PIB, s'est renforcé en ressortant à 4,2% en 2021 contre 1,7% en 2020, en relation principalement avec une progression plus forte des importations de biens (+22,4%) comparativement aux exportations de biens (+17,4%) et à l'accentuation du déficit de la balance des services. Cette évolution est à mettre en relation avec les besoins de l'économie durant l'année sous revue.

Au niveau des flux financiers, le Gouvernement a réalisé avec succès deux émissions d'eurobonds durant l'année 2021. Au titre des investissements directs, les entrées nettes se sont renforcées. Les investissements directs nets reçus sont ressortis à 168.092,3 millions contre 87.576,1 millions en 2020. Ils ont bénéficié aux secteurs de la « construction » (50,0%), la « communication » (15,4%), l'« intermédiation financière, assurance et retraite » (11,8%), les « Transports, entreposage » (11,7%), l'« Industrie manufacturière » (5,5%) et la « Distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution » (3,6%).

Dans l'objectif de corriger le déficit structurel du compte courant de la balance des paiements et de renforcer les entrées de ressources au niveau du compte financier, les recommandations ci-après ont été formulées :

### A l'endroit du Gouvernement

- Poursuivre les actions de diversification de l'économie, en favorisant les initiatives du secteur privé visant le renforcement des capacités de transformation des produits agricoles, autrefois exportés à l'état brut ;
- Continuer le renforcement du cadre d'investissement par l'assouplissement des procédures, la disponibilité des services publics, l'amélioration de l'accès à l'énergie et à l'eau de meilleure qualité ;
- Poursuivre les actions de consolidation de la coopération commerciale avec le Nigeria et les autres pays de la sous-région ;
- Poursuivre le renforcement de la gestion de la dette, en continuant de viser la réduction du coût et des risques de change dans la stratégie d'endettement.

### A l'endroit du secteur privé

- Se positionner sur les opportunités offertes par le Gouvernement, en investissant notamment dans la zone économique spéciale de Glo-Djigbé ;
- Encaisser et rapatrier les recettes d'exportation conformément aux dispositions du Règlement des relations financières extérieures.

#### **Encadré 4 : Principales initiatives publiques en rapport avec les recommandations des rapports antérieurs**

Cet encadré retrace les principales actions initiées par le Gouvernement en lien avec les recommandations formulées dans les précédents rapports de présentation des statistiques des comptes extérieurs du Bénin.

##### **1. Diversification agricole**

Dans l'objectif d'impulser la diversification agricole, le Gouvernement conduit le projet d'appui à la diversification agricole (33,8 milliards de francs CFA) destiné à renforcer la production de l'ananas, de l'anacarde, du riz et du maïs, le projet de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (13,5 milliards de francs CFA), le projet d'appui aux infrastructures agricoles dans la vallée de l'Ouémé (37,74 milliards de francs CFA) et le projet d'appui au développement de la chaîne de valeur du karité (3,5 milliards de francs CFA).

##### **2. Renforcement de l'environnement des affaires**

Un nouveau dispositif de promotion des investissements a été mis en place depuis 2017 et permet la rationalisation du cadre institutionnel et réglementaire de promotion des investissements au Bénin. Au plan stratégique, un Comité interministériel de promotion des investissements a été créé pour améliorer la concertation gouvernementale sur les questions liées au climat des affaires et apporter des réponses coordonnées aux besoins et attentes exprimées par les investisseurs. Au plan opérationnel, l'Agence pour la promotion des investissements et des exportations (APIEX) a fait l'objet d'une restructuration pour devenir la porte unique d'entrée des investisseurs et la vitrine de la promotion des investissements et des exportations au Bénin. L'APIEX est devenue ainsi : (i) le guichet unique pour la création d'entreprise, qui a permis de raccourcir le délais de création d'entreprise à trois heures ; (ii) l'organe technique en charge de l'étude des demandes d'agrément au Code des investissements ; (iii) le secrétariat exécutif de la Cellule d'Appui au PPP ; (iv) le point focal pour la mise en œuvre des réformes Doing Business ; (v) l'autorité administrative des zones économiques spéciales ; et (vi) le centre d'informations et de facilitation des exportations.

Dans le domaine du foncier, les mesures ont permis d'aboutir à la prise de la loi modificative n°2017-15 du 10 août 2017. Cette nouvelle loi permet de raccourcir les délais d'obtention des titres de propriété et, dans le cas des investisseurs étrangers, lever les contraintes d'acquisition d'actifs immobiliers. L'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) a réalisé un certain nombre d'actions concernant la mise en ligne du cadastre de Cotonou ; la mise en place de casiers pour les notaires (qui permet à ces derniers de voir l'état d'avancement de leur demande) et la fixation des délais de délivrance des actes des transferts de propriété. Par ailleurs, l'Assemblée nationale a adopté, le 4 octobre 2022, la loi n°2022-16 portant création de la Cour spéciale des affaires foncières. Le texte vise à favoriser l'accès à une justice plus professionnelle, plus équitable et plus crédible dans le domaine foncier.

##### **3. Recours au Partenariat public-privé**

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets de construction d'infrastructures inscrits dans son Programme d'Actions, le Gouvernement a opté pour un partenariat public-privé (PPP) avec des sociétés privées de construction. Sa mise en œuvre repose sur le cadre juridique et réglementaire des PPP défini par la loi n°2016-24 du 28 juin 2017 et les décrets d'application pris par le Gouvernement. L'opérationnalisation du cadre institutionnel, grâce notamment à l'assistance technique de la Banque mondiale, est effectif. L'analyse des options de financements des projets du PAG a permis de mettre en place un catalogue de projets PPP. En accord avec les meilleures pratiques à l'international, le Gouvernement veille à ce que : (i) les investissements liés aux PPP soient intégrés dans les documents budgétaires et les statistiques de finances publiques ; et (ii) les passifs relatifs aux PPP soient évalués et annexés dans la loi de finance. Les risques budgétaires liés à ces projets PPP sont analysés par une unité de gestion des risques budgétaires créée au Ministère de l'Economie et des Finances.

##### **4. Reprofilage de la dette publique**

Dans le cadre de la gestion de la dette publique, une opération de reprofilage a été initiée par le Gouvernement. Elle a permis de financer le rachat de certains crédits de court terme contractés auprès de créanciers locaux à des coûts élevés par des emprunts à long terme obtenus auprès de créanciers internationaux à des taux d'intérêt plus favorables.

# ANNEXES

*Annexe 1 : Balance des paiements 2021, optique BCEAO*

*Annexe 2 : Balance des paiements 2021 en termes de transactions, présentation standard*

*Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2021*

*Annexe 4 : Répartition des IDE reçus par secteurs d'activités (flux nets) en 2021*

*Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2021*

*Annexe 6 : Evolution des exportations de biens*

*Annexe 7 : Evolution des importations de biens*

*Annexe 8 : Ventilation géographique de la PEG en 2021*

## Annexe 1 : Balance des Paiements 2021 (optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
<b>100000_1_B_N_N_E</b>	<b>. Compte des transactions courantes</b>	<b>2 656 438,4</b>	<b>3 063 886,1</b>	<b>-407 447,7</b>
<b>011000_1_B_N_N_E</b>	<b>. - - Biens et services</b>	<b>2 303 669,5</b>	<b>2 731 676,0</b>	<b>-428 006,5</b>
<b>110000_1_B_N_N_E</b>	<b>. - - - - Biens</b>	<b>2 019 940,9</b>	<b>2 215 374,8</b>	<b>-195 433,9</b>
111000_1_B_N_N_E	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	2 011 295,2	2 215 374,8	-204 079,7
11100z_1_B_N_N_E	. - - - - - - Dont : Réexportations	925 072,0	0,0	925 072,0
112000_1_B_N_N_E	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	59,7	0,0	59,7
113000_1_B_N_N_E	. - - - - - Or non monétaire	8 586,0	0,0	8 586,0
<b>120000_1_B_N_N_E</b>	<b>. - - - - Services</b>	<b>283 728,6</b>	<b>516 301,2</b>	<b>-232 572,6</b>
123000_1_B_N_N_E	. - - - - - Transport	102 388,3	326 277,6	-223 889,3
12311z_1_B_N_N_E	. - - - - - - Fret	100 814,9	278 877,0	-178 062,1
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyages	135 193,3	42 956,1	92 237,2
12E000_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services	46 147,0	147 067,5	-100 920,5
<b>130000_1_B_N_AL_E</b>	<b>. - - Revenu primaire, dont</b>	<b>168 088,8</b>	<b>273 079,1</b>	<b>-104 990,2</b>
131000_1_B_N_AL_E	. - - - - Rémunération des salariés	12 038,1	5 590,4	6 447,7
300000_3_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des investissements	109 282,3	256 307,4	-147 025,1
<b>140000_2_B_AL_AL_E</b>	<b>. - - Revenu secondaire</b>	<b>184 680,1</b>	<b>59 131,0</b>	<b>125 549,1</b>
140000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	49 285,8	617,5	48 668,3
144000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Coopération internationale courante	49 285,8	400,0	48 885,8
140000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	135 394,3	58 513,5	76 880,8
146000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	116 028,8	49 972,6	66 056,2
14600z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - - Envois de fonds des travailleurs	116 028,8	49 972,6	66 056,2
147000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts courants	19 365,5	8 540,9	10 824,6
<b>200000_2_B_AL_AL_E</b>	<b>. Compte de capital</b>	<b>150 982,4</b>	<b>7 141,2</b>	<b>143 841,2</b>
210000_2_B_AL_AL_E	. - - Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	475,0	3 316,2	-2 841,2
220000_2_B_AL_AL_E	. - - Transferts de capital	150 507,4	3 825,0	146 682,4
220000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administration publique	102 751,7	0,0	102 751,7
221000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Autres transferts de capital	102 751,7	0,0	102 751,7
220000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	47 755,7	3 825,0	43 930,7
221000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts de capital	47 755,7	3 825,0	43 930,7
<b>300000_4_N_AL_AL_E</b>	<b>. Compte financier</b>	<b>56 107,7</b>	<b>914 328,5</b>	<b>-858 220,8</b>
310000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissement direct	23 793,9	191 886,1	-168 092,3
311000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	10 099,7	67 222,1	-57 122,4
312000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Instruments de dette	13 694,2	124 664,0	-110 969,9

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
320000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissements de portefeuille	23 322,1	527 085,8	-503 763,7
321000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	14,1	-150,8	164,8
322000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de créance	23 308,1	527 236,5	-503 928,5
330000_4_N_AL_AL_E	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	. - - Autres investissements	8 991,7	195 356,6	-186 364,9
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
348000_4_AL_AL_E	Autres titres de créance (ATC)	8 991,7	195 356,6	-186 364,9
348000_4_GG_AL_E	-- ATC Administrations publiques	0,0	182 513,0	-182 513,0
348000_4_OS_AL_E	-- ATC Autres secteurs	8 991,7	12 843,6	-3 851,9
348000_4_FC_AL_E	---- ATC Autres sociétés financières	-131,0	4 403,9	-4 534,8
348000_4_NC_AL_E	---- ATC Sociétés non financières	9 122,7	8 439,7	683,0
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-1 998 410,4	-2 001 258,5	2 848,0
<b>6000000_1_B_N_N_E</b>	<b>Solde global</b>	<b>752 902,6</b>	<b>155 440,3</b>	<b>597 462,3</b>
349000_4_AL_AL_E	Avoirs et engagements extérieurs	-752 902,6	-155 440,3	-597 462,3
349000_4_CB_AL_E	-- Avoirs et engagements de la BCEAO	-96 543,7	-212 710,4	116 166,7
349000_4_DT_AL_E	-- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	-656 358,9	57 270,1	-713 629,0

Source : BCEAO (Octobre 2022)

## Annexe 2 : Balance des paiements 2021 en termes de transactions (Présentation standard)

(en millions de FCFA)

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	2 656 438,4	3 063 886,1	-407 447,7
011000_1_B_N_N_E	. - - Biens et services	2 303 669,5	2 731 676,0	-428 006,5
110000_1_B_N_N_E	. - - - - Biens	2 019 940,9	2 215 374,8	-195 433,9
111000_1_B_N_N_E	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	2 011 295,2	2 215 374,8	-204 079,7
11100z_1_B_N_N_E	. - - - - - - Dont : Réexportations	925 072,0	0,0	925 072,0
112000_1_B_N_N_E	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	59,7	0,0	59,7
112100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	59,7	0,0	59,7
112200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
113000_1_B_N_N_E	. - - - - - Or non monétaire	8 586,0	0,0	8 586,0
120000_1_B_N_N_E	. - - - - Services	283 728,6	516 301,2	-232 572,6
121000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0
121100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation, Biens reçus pour transformation	0,0	0,0	0,0
121200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation , Biens reçus après transformation)	0,0	0,0	0,0
122000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	772,0	1 299,3	-527,3
123000_1_B_N_N_E	. - - - - - Transport	102 388,3	326 277,6	-223 889,3
123100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Pour tous les modes de transports	102 388,3	326 258,6	-223 870,3
123100_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	1 569,4	11 034,7	-9 465,3
123110_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12311z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	100 814,9	278 877,0	-178 062,1
123120_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	4,0	36 346,9	-36 342,9
123130_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Transports maritimes	0,0	222 113,0	-222 113,0
123200_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	0,0	0,0	0,0
123210_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12321z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	0,0	222 102,0	-222 102,0
123220_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	0,0	11,0	-11,0
123230_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Transports aériens	4,0	67 221,7	-67 217,7
123300_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	0,0	10 446,7	-10 446,7
123310_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12331z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	0,0	56 775,0	-56 775,0
123320_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	4,0	0,0	4,0
123330_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres modes de transport	102 384,3	36 924,0	65 460,3
123400_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	1 569,4	588,1	981,3
123410_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12341z_1_B_N_N_E	. - - - - - Fret	100 814,9	0,0	100 814,9
123420_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	0,0	36 335,9	-36 335,9
123430_1_B_N_N_E	. - - - - - Services postaux et services de messagerie	0,0	19,0	-19,0
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyages	135 193,3	42 956,1	92 237,2
124100_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre professionnel	74 951,5	2 814,2	72 137,3
124110_1_B_N_N_E	. - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
124120_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	74 951,5	2 814,2	72 137,3
124200_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre personnel	60 241,8	40 141,9	20 099,9
124210_1_B_N_N_E	. - - - - - Santé	0,1	685,0	-684,9
124220_1_B_N_N_E	. - - - - - Éducation	0,0	39 403,7	-39 403,7
124230_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	60 241,7	53,2	60 188,5
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	6 108,7	0,0	6 108,7
124011_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens	0,0	0,0	0,0
124021_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
124031_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'hébergement	6 108,7	0,0	6 108,7
124041_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de restauration	0,0	0,0	0,0
124051_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services	0,0	0,0	0,0
124z51_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de santé	0,0	0,0	0,0
124y51_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'éducation	0,0	0,0	0,0
125000_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction	0,0	28 858,4	-28 858,4
125100_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés à l'étranger	0,0	0,0	0,0
125200_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0,0	28 858,4	-28 858,4
126000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'assurance et de retraite	5 046,2	6 135,2	-1 089,1
126100_1_B_N_N_E	. - - - - - Assurance directe	4 033,0	3 170,0	863,0
126200_1_B_N_N_E	. - - - - - Réassurance	942,2	2 501,0	-1 558,8
126300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services auxiliaires d'assurance	71,0	302,7	-231,7
126400_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de retraite et de garantie standardisée	0,0	161,5	-161,5
127000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers	10 867,0	4 796,5	6 070,5
127100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers explicitement facturés et autres	10 867,0	4 796,5	6 070,5
127200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
128000_1_B_N_N_E	. - - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	583,9	0,0	583,9
129000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information	5 417,3	72 365,3	-66 948,0
129100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de télécommunications	129,7	16 130,0	-16 000,2
129200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'informatique	2 478,1	42 223,8	-39 745,6
129300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'information	2 809,5	14 011,6	-11 202,1
12A000_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services aux entreprises	2 158,7	32 280,9	-30 122,2

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12A100_1_B_N_N_E	. . . . . Services de recherche-développement	14,8	11,8	3,0
12A200_1_B_N_N_E	. . . . . Services spécialisés et services de conseil en gestion	0,0	15 640,5	-15 640,5
12A300_1_B_N_N_E	. . . . . Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	2 143,9	16 628,6	-14 484,7
12B000_1_B_N_N_E	. . . . . Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,9	0,0	0,9
12B100_1_B_N_N_E	. . . . . Services audio-visuels et connexes	0,9	0,0	0,9
12B200_1_B_N_N_E	. . . . . Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
12C000_1_B_N_N_E	. . . . . Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	21 301,0	1 331,8	19 969,2
12D000_1_B_N_N_E	. . . . . Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0
<b>130000_1_B_N_AL_E</b>	<b>. - - Revenu primaire</b>	<b>168 088,8</b>	<b>273 079,1</b>	<b>-104 990,2</b>
131000_1_B_N_AL_E	. - - - - Rémunération des salariés	12 038,1	5 590,4	6 447,7
300000_3_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des investissements	109 282,3	256 307,4	-147 025,1
310000_3_B_N_AL_E	. - - - - Investissements directs	5 710,5	58 962,6	-53 252,1
310000_3E_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	4 542,5	53 327,4	-48 784,9
310000_3D_B_N_AL_E	. - - - - Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	644,8	22 547,8	-21 903,0
311110_3D_B_N_AL_E	. - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0,0	20 624,2	-20 624,2
311120_3D_B_N_AL_E	. - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	449,0	315,6	133,4
311130_3D_B_N_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	195,8	1 608,0	-1 412,2
311131_3D_B_N_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_3D_B_N_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_3D_B_N_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3R_B_N_AL_E	. - - - - Bénéfices réinvestis	3 897,7	30 779,6	-26 881,9
310000_3T_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
31100z_3_B_N_AL_E	. - - - - Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
310000_3I_B_N_AL_E	. - - - - Intérêts	1 168,0	5 635,2	-4 467,2
312100_3I_B_N_AL_E	. - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	306,0	176,4	129,6
312200_3I_B_N_AL_E	. - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	5 186,8	-5 186,8
312300_3I_B_N_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	862,0	272,0	590,0
312310_3I_B_N_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_3I_B_N_AL_E	. - - - - si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_3I_B_N_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3F_B_N_AL_E	. - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
320000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Investissements de portefeuille	98 652,6	123 589,6	-24 937,1
320000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	1 109,8	542,0	567,8
321100_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	871,8	542,0	329,8
321200_3P_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	238,0	0,0	238,0
321200_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes	238,0	0,0	238,0
321200_3R_B_N_AL_E	. - - - - - Bénéfices réinvestis	0,0	0,0	0,0
320000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	97 542,8	123 047,6	-25 504,9
320000_3I_B_N_ST_E	. - - - - - À court terme	18 930,5	16,9	18 913,6
320000_3I_B_N_LT_E	. - - - - - À long terme	78 612,3	123 030,8	-44 418,5
340000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Autres investissements	4 919,2	73 755,2	-68 836,0
340000_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
340000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	4 880,2	73 755,2	-68 875,0
340000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
340000_3P_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	39,0	0,0	39,0
350000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
350000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
350000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	0,0	0,0	0,0
350000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
132000_1_B_N_AL_E	. - - - - - Autre revenu primaire	46 768,4	11 181,3	35 587,2
132100_1_B_N_AL_E	. - - - - - Taxes sur la production et importations	46 768,4	58,1	46 710,4
132200_1_B_N_AL_E	. - - - - - Subventions à la production	0,0	0,0	0,0
132300_1_B_N_AL_E	. - - - - - Loyers	0,0	11 123,2	-11 123,2
<b>140000_2_B_AL_AL_E</b>	<b>. - - Revenu secondaire</b>	<b>184 680,1</b>	<b>59 131,0</b>	<b>125 549,1</b>
140000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	49 285,8	617,5	48 668,3
141000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
14100z_2_B_GG_AL_E	. - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
142000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Cotisations sociales	0,0	217,5	-217,5
14200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
143000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Prestations Sociales )	0,0	0,0	0,0
144000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Coopération internationale courante	49 285,8	400,0	48 885,8
145000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Transferts courants divers des administrations publiques	0,0	0,0	0,0
14500z_2_B_GG_AL_E	. - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
140000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	135 394,3	58 513,5	76 880,8
146000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	116 028,8	49 972,6	66 056,2

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
14600z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Envois de fonds des travailleurs	116 028,8	49 972,6	66 056,2
147000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts courants	19 365,5	8 540,9	10 824,6
141000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	1,0	0,0	1,0
142000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Cotisations sociales	77,2	1 700,7	-1 623,5
143000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Prestations sociales	2 914,0	76,0	2 838,0
148000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	1,0	6 619,9	-6 618,9
149000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Indemnités d'assurance dommage	567,9	0,0	567,9
144000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Coopération internationale courante	6,2	144,3	-138,1
145000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Transferts courants divers	15 798,3	0,0	15 798,3
14500z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
14A000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
<b>200000_2_B_AL_AL_E</b>	<b>. Compte de capital</b>	<b>150 982,4</b>	<b>7 141,2</b>	<b>143 841,2</b>
210000_2_B_AL_AL_E	. - - Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	475,0	3 316,2	-2 841,2
220000_2_B_AL_AL_E	. - - Transferts de capital	150 507,4	3 825,0	146 682,4
220000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administration publique	102 751,7	0,0	102 751,7
221000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Autres transferts de capital	102 751,7	0,0	102 751,7
22200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - - dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0
220000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	47 755,7	3 825,0	43 930,7
221000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Autres transferts de capital	47 755,7	3 825,0	43 930,7
22200z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
22000z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0
<b>019000_B_B_AL_AL_E</b>	<b>. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)</b>	<b>2 807 420,7</b>	<b>3 071 027,2</b>	<b>-263 606,5</b>
<b>300000_4_N_AL_AL_E</b>	<b>. Compte financier</b>	<b>812 792,5</b>	<b>1 073 551,0</b>	<b>-260 758,5</b>
300000_4_N_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	812 792,5	1 073 551,0	-260 758,5
<b>310000_4_N_AL_AL_E</b>	<b>. - - Investissement direct</b>	<b>23 793,9</b>	<b>191 886,1</b>	<b>-168 092,3</b>
311000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	10 099,7	67 222,1	-57 122,4
311100_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	6 202,0	36 442,5	-30 240,5
311110_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	5 874,0	43 276,5	-37 402,5
311120_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	-6 834,0	6 834,0
311130_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entre entreprises sœurs	328,0	0,0	328,0
311131_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
311000_4R_N_AL_AL_E	. - - - - - Réinvestissement des bénéfices	3 897,7	30 779,6	-26 881,9
31100z_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3110zz_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Instruments de dette	13 694,2	124 664,0	-110 969,9
312100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	13 010,9	144 751,0	-131 740,1
312200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	-2,7	-287,0	284,3
312300_4_N_AL_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	686,0	-19 800,0	20 485,9
312310_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
31200z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
31202z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	0,0
31213z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
31223z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
31233z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
<b>320000_4_N_AL_AL_E</b>	<b>. - - Investissements de portefeuille</b>	<b>538 777,1</b>	<b>529 980,6</b>	<b>8 796,5</b>
321000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	948,1	388,1	560,0
321000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	934,0	538,8	395,2
321000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	14,1	-150,8	164,8
321000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,1	0,0	0,1
321000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	14,0	-150,8	164,8
321100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	. - - - - Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	. - - - - Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321200_4R_N_AL_AL_E	. - - - - Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0
32120z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de créance	537 829,1	529 592,5	8 236,5
322000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
322000_4_N_CB_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	514 521,0	2 356,0	512 165,0
322000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	107 319,9	2 356,0	104 963,9
322000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	407 201,1	0,0	407 201,1
322000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	527 237,2	-527 237,2
322000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	-5 044,0	5 044,0
322000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	532 281,2	-532 281,2
322000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	23 308,1	-0,7	23 308,7
322000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	1 026,3	-0,7	1 027,0
322000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	22 281,8	0,0	22 281,8
322000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	21 479,1	0,0	21 479,1
322000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	-720,0	0,0	-720,0
322000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	22 199,1	0,0	22 199,1
322000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 829,0	-0,7	1 829,7
322000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	1 746,3	-0,7	1 747,0
322000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	82,7	0,0	82,7
330000_4_N_AL_AL_E	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
331100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Options	0,0	0,0	0,0
331200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
<b>340000_4_N_AL_AL_E</b>	<b>. - - Autres investissements</b>	<b>149 895,6</b>	<b>351 684,3</b>	<b>-201 788,7</b>
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	23 760,5	-37 709,6	61 470,1
342000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	49 464,3	-49 464,3
342000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	49 464,3	-49 464,3
342000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
342000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-9 548,0	-87 173,9	77 625,9
34200z_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	-9 548,0	-87 173,9	77 625,9
342000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	33 308,5	0,0	33 308,5
342000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	29 724,4	0,0	29 724,4
342000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	3 584,1	0,0	3 584,1
342000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	-55,0	0,0	-55,0
342000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	-12,0	0,0	-12,0
342000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	-43,0	0,0	-43,0
342000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	33 363,4	0,0	33 363,4
342000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	29 736,3	0,0	29 736,3
342000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	3 627,1	0,0	3 627,1
343000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Prêts	125 421,6	211 168,7	-85 747,1
343000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	-4 511,3	4 511,3
34300z_4_N_CB_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	-4 511,3	4 511,3
343000_4_N_CB_ST_E	. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_CB_LT_E	. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
34300z_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	125 310,9	27 108,0	98 202,9
343000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	125 310,9	13 341,0	111 969,9
343000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	13 767,0	-13 767,0
343000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	182 513,0	-182 513,0
34300z_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - Autres à long terme	0,0	182 513,0	-182 513,0
343000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	110,7	6 059,0	-5 948,3
343000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	139,7	5 764,7	-5 625,0
343000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	-29,0	294,3	-323,3
343000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	-76,0	4 403,9	-4 479,9
343000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	-47,0	1 350,0	-1 397,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
343000_4_N_FC_LT_E	. . . . . À long terme	-29,0	3 053,9	-3 082,9
343000_4_N_NC_AL_E	. . . . . Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	186,7	1 655,1	-1 468,5
343000_4_N_NC_ST_E	. . . . . À court terme	186,7	4 414,7	-4 228,0
343000_4_N_NC_LT_E	. . . . . À long terme	0,0	-2 759,6	2 759,6
344000_4_N_AL_AL_E	. . . . . Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_CB_AL_E	. . . . . Banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_MA_AL_E	. . . . . Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_DT_AL_E	. . . . . Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_GG_AL_E	. . . . . Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_OS_AL_E	. . . . . Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_FC_AL_E	. . . . . Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_NC_AL_E	. . . . . Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
344100_4_N_AL_AL_E	. . . . . Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
344200_4_N_AL_AL_E	. . . . . Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
344300_4_N_AL_AL_E	. . . . . Droits à pension	0,0	0,0	0,0
344400_4_N_AL_AL_E	. . . . . Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
344500_4_N_AL_AL_E	. . . . . Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
344600_4_N_AL_AL_E	. . . . . Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_AL_AL_E	. . . . . Crédits commerciaux et avances	-24 645,6	7 058,8	-31 704,4
345000_4_N_CB_AL_E	. . . . . Banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_ST_E	. . . . . À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_LT_E	. . . . . À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_AL_E	. . . . . Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_ST_E	. . . . . À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_LT_E	. . . . . À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_AL_E	. . . . . Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_ST_E	. . . . . À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_LT_E	. . . . . À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_AL_E	. . . . . Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_ST_E	. . . . . À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_LT_E	. . . . . À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_OS_AL_E	. . . . . Autres secteurs	-24 645,6	7 058,8	-31 704,4
345000_4_N_OS_ST_E	. . . . . À court terme	-9 789,1	-28,2	-9 760,9
345000_4_N_OS_LT_E	. . . . . À long terme	-14 856,5	7 087,0	-21 943,5
345000_4_N_FC_AL_E	. . . . . Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_FC_ST_E	. . . . . À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_FC_LT_E	. . . . . À long terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
345000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-24 645,6	7 058,8	-31 704,4
345000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	-9 789,1	-28,2	-9 760,9
345000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	-14 856,5	7 087,0	-21 943,5
346000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	25 359,2	79 023,5	-53 664,2
346000_4_N_CB_AL_E	. - - - - - Banque centrale	0,0	76 952,1	-76 952,1
346000_4_N_CB_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	76 952,1	-76 952,1
346000_4_N_CB_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	25 141,0	-99,0	25 240,0
346000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	25 141,0	-99,0	25 240,0
346000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	218,2	2 170,3	-1 952,1
346000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	178,0	2 435,5	-2 257,5
346000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	40,2	-265,2	305,4
346000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	218,2	2 170,3	-1 952,1
346000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	178,0	2 435,5	-2 257,5
346000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	40,2	-265,2	305,4
347000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	92 143,0	-92 143,0
350000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Avoirs de réserve	100 325,9	0,0	100 325,9
351000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0
351100_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0
351200_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
352000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Droits de tirage spéciaux	91 665,5	0,0	91 665,5
353000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Position de réserve au FMI	17 724,4	0,0	17 724,4
354000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Autres avoirs de réserve	-9 064,0	0,0	-9 064,0
354100_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-9 064,0	0,0	-9 064,0
354110_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Créances sur les autorités monétaires	857,9	0,0	857,9
354120_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Créances sur d'autres entités	-9 921,9	0,0	-9 921,9
354200_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
354210_4_N_AL_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
354220_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
354300_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
354400_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0
<b>400000_5_N_AL_AL_E</b>	<b>. Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-1 994 628,2</b>	<b>-1 997 476,3</b>	<b>2 848,0</b>

Source : BCEAO (Octobre 2022)

### Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2021

(en millions de FCFA)

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
<b>Position extérieure global nette</b>	<b>3 041 615,1</b>	<b>23 002,4</b>	<b>3 877 410,0</b>	<b>812 792,5</b>	<b>6 542 902,4</b>	<b>71 124,8</b>	<b>7 685 133,7</b>	<b>1 071 106,5</b>
<b>. - - Investissement direct</b>	<b>297 225,9</b>	<b>516,0</b>	<b>321 535,8</b>	<b>23 793,9</b>	<b>1 832 936,1</b>	<b>173,4</b>	<b>2 024 995,6</b>	<b>191 886,1</b>
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	183 876,0	516,0	194 491,7	10 099,7	754 696,7	30,0	810 628,0	55 901,3
. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	183 876,0	516,0	194 491,7	10 099,7	754 696,7	30,0	810 628,0	55 901,3
. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	131 933,9	0,0	141 705,6	9 771,7	726 971,2	30,0	789 736,5	62 735,3
. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (à rebours)	140,0	100,0	240,0	0,0	24 708,0	0,0	17 874,0	-6 834,0
. - - - - - Entre entreprises sœurs	51 802,1	416,0	52 546,1	328,0	3 017,5	0,0	3 017,5	0,0
. - - - - Instruments de dette	113 349,9	0,0	127 044,1	13 694,2	1 078 239,4	143,4	1 214 367,6	135 984,8
. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	110 442,0	0,0	123 452,9	13 010,9	1 017 441,0	17,2	1 173 530,0	156 071,8
. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	281,9	0,0	279,2	-2,7	3 296,0	0,0	3 009,0	-287,0
. - - - - Entre entreprises sœurs	2 626,0	0,0	3 312,0	686,0	57 502,4	126,3	37 828,6	-19 800,0
<b>. - - Investissements de portefeuille</b>	<b>1 404 263,6</b>	<b>8 767,7</b>	<b>1 951 808,4</b>	<b>538 777,1</b>	<b>1 087 621,5</b>	<b>0,0</b>	<b>1 617 602,1</b>	<b>529 980,6</b>
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	46 121,1	53,0	47 122,1	948,1	2 581,1	0,0	2 969,2	388,1
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	3 508,0	53,0	4 495,0	934,0	2 217,5	0,0	2 756,3	538,8
. - - - - Autres secteurs	42 613,1	0,0	42 627,1	14,1	363,7	0,0	212,9	-150,8
. - - - - - Autres sociétés financières	288,2	0,0	288,2	0,1	79,1	0,0	79,1	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	42 324,9	0,0	42 338,9	14,0	284,5	0,0	133,8	-150,8
. - - - - Titres de créance	1 358 142,5	8 714,7	1 904 686,3	537 829,1	1 085 040,4	0,0	1 614 632,9	529 592,5
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	1 323 525,1	8 675,0	1 846 721,1	514 521,0	4 104,0	0,0	6 460,0	2 356,0
. - - - - - À court terme	644 232,0	4 021,0	755 572,9	107 319,9	904,0	0,0	3 260,0	2 356,0
. - - - - - À long terme	679 293,1	4 654,0	1 091 148,2	407 201,1	3 200,0	0,0	3 200,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	1 080 935,7	0,0	1 608 172,9	527 237,2
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	5 044,0	0,0	0,0	-5 044,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	1 075 891,7	0,0	1 608 172,9	532 281,2
. - - - - Autres secteurs	34 617,4	39,7	57 965,2	23 308,1	0,7	0,0	0,0	-0,7
. - - - - À court terme	4 187,2	0,0	5 213,5	1 026,3	0,7	0,0	0,0	-0,7
. - - - - À long terme	30 430,2	39,7	52 751,7	22 281,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres sociétés financières	26 056,1	0,0	47 535,2	21 479,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	820,0	0,0	100,0	-720,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	25 236,1	0,0	47 435,2	22 199,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	8 561,3	39,7	10 430,0	1 829,0	0,7	0,0	0,0	-0,7
. - - - - À court terme	3 367,2	0,0	5 113,5	1 746,3	0,7	0,0	0,0	-0,7
. - - - - À long terme	5 194,1	39,7	5 316,6	82,7	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
. - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>. - - Autres investissements</b>	<b>490 045,0</b>	<b>1 486,9</b>	<b>641 427,5</b>	<b>149 895,6</b>	<b>3 622 344,8</b>	<b>70 951,4</b>	<b>4 042 536,0</b>	<b>349 239,8</b>
. - - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	112 402,0	372,4	136 534,9	23 760,5	442 585,0	0,0	404 875,4	-37 709,6
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	30 104,7	0,0	79 569,0	49 464,3
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	30 104,7	0,0	79 569,0	49 464,3
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	74 179,0	0,0	64 631,0	-9 548,0	412 480,3	0,0	325 306,4	-87 173,9
. - - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	74 179,0	0,0	64 631,0	-9 548,0	412 480,3	0,0	325 306,4	-87 173,9
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	38 223,0	372,4	71 903,9	33 308,5	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	17 167,8	329,4	47 221,6	29 724,4	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	21 055,2	43,0	24 682,3	3 584,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	606,0	55,0	606,0	-55,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	4,7	12,0	4,7	-12,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	601,2	43,0	601,3	-43,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	37 617,0	317,4	71 297,9	33 363,4	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	17 163,1	317,4	47 216,9	29 736,3	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	20 454,0	0,0	24 081,0	3 627,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Prêts	342 682,7	0,0	468 104,3	125 421,6	2 830 425,5	64 675,9	3 106 270,1	211 168,7
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	257 343,1	8 419,7	261 251,5	-4 511,3
. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	257 343,1	8 419,7	261 251,5	-4 511,3
. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	341 020,0	0,0	466 330,9	125 310,9	98 592,0	0,0	125 700,0	27 108,0
. - - - - - À court terme	341 020,0	0,0	466 330,9	125 310,9	94 181,0	0,0	107 522,0	13 341,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	4 411,0	0,0	18 178,0	13 767,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	2 185 556,7	53 387,0	2 421 456,7	182 513,0
. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	2 185 556,7	53 387,0	2 421 456,7	182 513,0
. - - - - - Autres secteurs	1 662,7	0,0	1 773,4	110,7	288 933,7	2 869,2	297 861,9	6 059,0
. - - - - - À court terme	1 182,7	0,0	1 322,4	139,7	126 416,4	147,7	132 328,8	5 764,7
. - - - - - À long terme	480,0	0,0	451,0	-29,0	162 517,3	2 721,5	165 533,0	294,3
. - - - - - Autres sociétés financières	1 201,0	0,0	1 125,0	-76,0	18 943,5	2 558,0	25 905,4	4 403,9
. - - - - - À court terme	721,0	0,0	674,0	-47,0	0,0	0,0	1 350,0	1 350,0
. - - - - - À long terme	480,0	0,0	451,0	-29,0	18 943,5	2 558,0	24 555,4	3 053,9
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	461,7	0,0	648,4	186,7	269 990,2	311,2	271 956,5	1 655,1
. - - - - - À court terme	461,7	0,0	648,4	186,7	126 416,4	147,7	130 978,8	4 414,7
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	143 573,8	163,5	140 977,7	-2 759,6
. - - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Crédits commerciaux et avances	34 719,0	1 108,7	11 182,0	-24 645,6	45 468,8	-232,6	52 295,0	7 058,8
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	34 719,0	1 108,7	11 182,0	-24 645,6	45 468,8	-232,6	52 295,0	7 058,8
. - - - - - À court terme	9 675,9	1 027,0	913,8	-9 789,1	31 827,9	-232,6	31 567,1	-28,2
. - - - - - À long terme	25 043,1	81,7	10 268,3	-14 856,5	13 640,9	0,0	20 727,8	7 087,0
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	34 719,0	1 108,7	11 182,0	-24 645,6	45 468,8	-232,6	52 295,0	7 058,8
. - - - - - À court terme	9 675,9	1 027,0	913,8	-9 789,1	31 827,9	-232,6	31 567,1	-28,2
. - - - - - À long terme	25 043,1	81,7	10 268,3	-14 856,5	13 640,9	0,0	20 727,8	7 087,0
. - - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	241,2	5,8	25 606,3	25 359,2	257 919,2	251,5	334 749,6	76 579,0
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	256 390,8	0,0	333 342,9	76 952,1
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	256 390,8	0,0	333 342,9	76 952,1
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	158,0	0,0	25 299,0	25 141,0	141,0	0,0	42,0	-99,0
. - - - - - À court terme	158,0	0,0	25 299,0	25 141,0	141,0	0,0	42,0	-99,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	83,2	5,8	307,3	218,2	1 387,4	251,5	1 364,7	-274,2
. - - - - - À court terme	2,1	0,0	180,1	178,0	390,0	0,0	381,0	-9,0
. - - - - - À long terme	81,1	5,8	127,1	40,2	997,4	251,5	983,7	-265,2
. - - - - - Autres sociétés financières	0,5	0,0	0,5	0,0	1,0	91,0	92,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	91,0	92,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	82,7	5,8	306,7	218,2	1 386,4	160,5	1 272,7	-274,2
. - - - - - À court terme	1,6	0,0	179,6	178,0	390,0	0,0	381,0	-9,0
. - - - - - À long terme	81,1	5,8	127,1	40,2	996,4	160,5	891,7	-265,2
. - - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	45 946,4	6 256,6	144 346,0	92 143,0
<b>. - - Avoirs de réserve</b>	<b>850 080,6</b>	<b>12 231,8</b>	<b>962 638,3</b>	<b>100 325,9</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
. - - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Droits de tirage spéciaux	222 404,3	14 229,9	328 299,7	91 665,5	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Position de réserve au FMI	5 173,6	-1 998,1	20 899,9	17 724,4	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres avoirs de réserve	622 502,7	0,0	613 438,7	-9 064,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	622 502,7	0,0	613 438,7	-9 064,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Créances sur les autorités monétaires	1 059,2	0,0	1 917,1	857,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Créances sur d'autres entités	621 443,5	0,0	611 521,6	-9 921,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO (Octobre 2022)

## Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteur d'activités (flux nets)

(en millions de FCFA)

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz, ....	E. Distributi on d'eau, assainiss ement, ...	F. Constructi on	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Communi cation	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
<b>AFRIQUE</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-2 992,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-1 655,3</b>	<b>-5 870,9</b>	<b>-30,0</b>	<b>-970,3</b>	<b>22 808,0</b>	<b>19 290,4</b>	<b>-52,1</b>	<b>0,0</b>	<b>30 527,5</b>
<i>UEMOA</i>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-2 802,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-1 278,0</b>	<b>-6 045,4</b>	<b>-30,0</b>	<b>-941,7</b>	<b>-406,0</b>	<b>13 695,5</b>	<b>-52,1</b>	<b>0,0</b>	<b>2 140,4</b>
Burkina	0,0	0,0	-8 365,9	0,0	0,0	0,0	153,3	0,0	0,0	0,0	10 304,5	61,9	0,0	2 153,9
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	2,5	0,0	0,0	-328,0	-5 082,2	0,0	0,0	0,0	-1 124,8	-1 014,0	0,0	-7 546,5
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mali	0,0	0,0	-8,3	0,0	0,0	0,0	-60,0	0,0	-941,7	0,0	-386,0	0,0	0,0	-1 395,9
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-950,0	-500,0	0,0	0,0	0,0	-701,9	0,0	0,0	-2 151,9
Sénégal	0,0	0,0	5 764,6	0,0	0,0	0,0	53,9	0,0	0,0	0,0	12 188,0	900,0	0,0	18 906,5
Togo	0,0	0,0	-194,8	0,0	0,0	0,0	-610,4	-30,0	0,0	-406,0	-6 584,4	0,0	0,0	-7 825,6
<i>CEDEAO hors UEMOA dont :</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-277,3	906,0	0,0	0,0	0,0	995,0	0,0	0,0	1 623,7
Ghana	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-44,0	0,0	0,0	0,0	-206,0	0,0	0,0	-250,0
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-277,3	950,0	0,0	0,0	0,0	1 658,0	0,0	0,0	2 330,7
<b>CEMAC</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>497,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-1 867,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-28,5</b>	<b>0,0</b>	<b>9 930,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>8 531,5</b>
<i>Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :</i>	0,0	0,0	-687,5	0,0	0,0	-100,0	1 135,7	0,0	0,0	23 214,0	-5 330,2	0,0	0,0	18 231,9
Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-100,0	0,0	0,0	0,0	-100,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-4 518,9	0,0	0,0	-4 518,9
<b>EUROPE</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>8 324,1</b>	<b>2 100,0</b>	<b>0,0</b>	<b>28 082,0</b>	<b>4 584,5</b>	<b>21 151,2</b>	<b>274,0</b>	<b>0,0</b>	<b>530,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>65 046,2</b>
<i>UNION EUROPEENNE ZONE EURO dont :</i>	0,0	0,0	2 357,4	2 100,0	0,0	28 082,0	3 445,5	18 503,0	274,0	0,0	530,4	0,0	0,0	55 292,2
Allemagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-424,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-424,0
Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12 866,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12 866,8
France	0,0	0,0	-252,2	2 100,0	0,0	15 215,1	2 704,0	14 933,2	274,0	0,0	550,4	0,0	0,0	35 524,5
Grèce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz, ....	E. Distributi on d'eau, assainiss ement, ...	F. Constructi on	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Communi cation	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
Irlande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Italie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-1,0
Pays-Bas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	618,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	618,0
Portugal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Union Européenne hors Zone euro dont :</i>	0,0	0,0	61,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 061,0
Royaume-Uni	0,0	0,0	61,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	61,0
<i>Europe hors UE dont :</i>	0,0	0,0	5 966,8	0,0	0,0	0,0	1 139,0	2 648,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9 754,0
Fédération de Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	0,0	4 927,2	0,0	0,0	0,0	1 139,0	2 648,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8 714,4
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>AMERIQUE dont:</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-598,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>6 856,0</b>	<b>673,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1 450,0</b>	<b>0,0</b>	<b>8 381,4</b>
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 856,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 856,0
États-Unis d'Amérique	0,0	0,0	-598,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 450,0	0,0	852,0
<b>ASIE dont :</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>4 489,4</b>	<b>0,0</b>	<b>6 000,0</b>	<b>50 812,3</b>	<b>695,6</b>	<b>-1 390,8</b>	<b>0,0</b>	<b>3 150,6</b>	<b>0,0</b>	<b>380,1</b>	<b>0,0</b>	<b>64 137,2</b>
Chine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	36 762,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	36 762,0
Inde	0,0	0,0	4 492,2	0,0	0,0	0,0	54,6	-1 400,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 146,8
Japon	0,0	0,0	0,0	0,0	6 000,0	4 500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10 500,0
OCEANIE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>9 223,2</b>	<b>2 100,0</b>	<b>6 000,0</b>	<b>84 094,9</b>	<b>82,5</b>	<b>19 730,4</b>	<b>-696,3</b>	<b>25 958,6</b>	<b>19 820,8</b>	<b>1 778,1</b>	<b>0,0</b>	<b>168 092,3</b>

Source : BCEAO (Octobre 2022)

## Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2021

### Annexe 5.1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2021 à partir des statistiques officielles

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		11 715,0	6 561,4	1,4	17 561,3	24 561,1	1 283,7	7 327,7	69 011,6
	Burkina Faso	3 861,5		17 718,8	46,2	44 926,0	18 371,4	6 449,2	20 002,7	111 375,8
	Côte d'Ivoire	30 198,7	346 310,3		961,3	500 783,4	70 584,9	82 918,7	30 735,9	1 062 493,2
	Guinée Bissau		9,7	606,8		288,9		1 121,3	2,7	2 029,4
	Mali	203,3	39 520,3	71 091,5	139,4		18 749,2	75 913,7	1 193,6	206 810,9
	Niger	5 423,7	58 999,2	6 685,4	0,0	76 735,0		399,8	265,4	148 508,5
	Sénégal	15 985,1	36 770,0	123 618,2	46 780,4	601 624,6	13 297,9		14 821,4	852 897,8
	Togo	105 340,5	103 929,1	47 810,2	289,8	127 239,0	50 345,6	34 521,8		469 475,9
	UEMOA	161 012,8	597 253,6	274 092,4	48 218,5	1 369 158,2	195 910,0	202 608,3	74 349,4	2 922 603,1

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2022)

### Annexe 5.2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2021

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	3 215,0	1 974,7	0,0	984,6	15 902,6	41,2	11 474,3	33 592,4
	Burkina Faso	3 861,5	0,0	17 718,8	9,7	19 926,0	307,3	43,8	1 002,7	42 869,8
	Côte d'Ivoire	1 029,6	5 243,2	0,0	150,5	0,0	0,0	3 053,7	204,3	9 681,4
	Guinée Bissau	1,4	9,7	139,2	0,0	139,4	0,0	2 825,5	289,8	3 404,9
	Mali	12 095,7	669,2	532,4	288,9	0,0	5 203,9	51 967,3	8 616,2	79 373,7
	Niger	9 758,6	760,0	0,0	0,0	7 205,8	0,0	171,2	6 525,1	24 420,6
	Sénégal	664,5	370,0	1 107,9	1 121,3	0,0	0,0	0,0	47,3	3 310,9
	Togo	564,0	2 493,0	1 800,8	68,7	0,0	0,0	0,0	0,0	4 926,5
	UEMOA	27 975,2	12 760,1	23 273,9	1 639,1	28 255,7	21 413,8	58 102,7	28 159,7	201 580,2

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2022)

### Annexe 5.3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2021

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		14 930,0	8 536,2	1,4	18 545,9	40 463,7	1 324,9	18 802,0	102 604,0
	Burkina Faso	7 723,0		35 437,6	55,9	64 852,0	18 678,7	6 493,0	21 005,3	154 245,6
	Côte d'Ivoire	31 228,3	351 553,5		1 111,8	500 783,4	70 584,9	85 972,4	30 940,3	1 072 174,6
	Guinée Bissau	1,4	19,4	746,0		428,3	0,0	3 946,8	292,5	5 434,3
	Mali	12 299,0	40 189,5	71 624,0	428,3		23 953,1	127 881,1	9 809,8	286 184,6
	Niger	15 182,3	59 759,2	6 685,4	0,0	83 940,8		571,0	6 790,5	172 929,2
	Sénégal	16 649,6	37 140,0	124 726,2	47 901,7	601 624,6	13 297,9		14 868,7	856 208,7
	Togo	105 904,5	106 422,1	49 611,0	358,5	127 239,0	50 345,6	34 521,8		474 402,4
	UEMOA	188 988,0	610 013,7	297 366,3	49 857,5	1 397 413,9	217 323,8	260 711,0	102 509,1	3 124 183,3

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2022)

## Annexe 5.4 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2021

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3 412,6	1 228,7	169,2	891,5	2 288,9	2 719,6	8 086,7	18 797,2
	Burkina Faso	14 040,8		9 170,0	108,3	2 998,5	4 197,5	3 063,5	10 780,2	44 358,7
	Côte d'Ivoire	22 653,4	27 118,6		94,2	4 968,9	4 939,2	5 500,7	17 739,6	83 014,6
	Guinée-Bissau	7,0	13,0	37,3		57,7	37,6	3 067,5	9,9	3 230,1
	Mali	5 896,2	8 390,1	8 861,5	1 001,6		3 942,0	4 418,0	3 706,2	36 215,6
	Niger	5 559,8	1 894,2	4 709,4	34,6	1 009,1		4 519,8	2 721,8	20 448,8
	Sénégal	1 631,9	4 257,2	1 705,7	1 180,6	4 625,0	1 345,5		710,1	15 456,0
	Togo	19 742,2	2 400,9	258,9	114,1	779,0	2 550,2	4 705,8		30 551,1
	UEMOA	69 531,3	47 486,7	25 971,5	2 702,6	15 329,7	19 300,9	27 994,9	43 754,6	252 072,0

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2022)

## Annexe 5.5 : Estimation des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2021

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 431,0	8 122,4	138,0	1 518,9	10 248,4	5 689,7	4 754,4	33 902,8
	Burkina Faso	6 338,8		20 090,2	25,8	14 612,4	9 049,8	16 376,0	11 902,8	78 395,7
	Côte d'Ivoire	15 779,4	48 074,8		530,3	63 521,6	11 418,7	41 116,8	39 393,2	219 834,7
	Guinée-Bissau	383,8	77,8	570,8		887,3	633,2	5 901,1	352,7	8 806,8
	Mali	5 981,4	12 504,1	18 240,3	52,1		9 023,0	23 993,5	10 869,5	80 664,0
	Niger	6 959,7	2 478,0	6 759,6	78,1	4 925,2		4 650,8	7 940,5	33 791,9
	Sénégal	6 303,5	4 333,1	22 890,0	1 213,7	23 774,2	7 998,4		5 666,8	72 179,7
	Togo	3 327,8	3 589,5	6 485,0	204,8	2 402,4	8 608,9	5 091,4		29 709,6
	UEMOA	45 074,3	74 488,3	83 158,3	2 242,8	111 641,9	56 980,5	102 819,4	80 879,8	557 285,2

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2022)

## Annexe 6 : Evolution des exportations en 2021

### Annexe 6.1 : Exportations officielles (FOB) par grands groupes de produits

Postes	Quantité (Tonnes)		Variation	Valeurs (en millions de FCFA)		Variation	Part relative (en %)	
	2020	2021	(%)	2020	2021	(%)	2020	2021
<b>PRODUITS DU COTON</b>	<b>952 393,7</b>	<b>1 030 361,3</b>	<b>8,2</b>	<b>319 250,8</b>	<b>400 603,6</b>	<b>25,5</b>	<b>65,7</b>	<b>70,4</b>
Fibres de coton	290 578,6	364 839,7	25,6	271 589,9	353 202,5	30,0	55,9	62,1
Graines de Coton	266 037,3	236 465,3	-11,1	26 793,8	22 755,6	-15,1	5,5	4,0
Tourteaux de coton	390 154,7	419 086,1	7,4	17 702,8	17 659,0	-0,2	3,6	3,1
Huile de coton	5 623,0	9 970,2	77,3	3 164,4	6 986,5	120,8	0,7	1,2
<b>PROD. DU PALMIER</b>	<b>7 524,8</b>	<b>2 583,4</b>	<b>-65,7</b>	<b>3 314,5</b>	<b>7 001,9</b>	<b>111,3</b>	<b>0,7</b>	<b>1,2</b>
Huile de palme	6 707,8	2 518,0	-62,5	3 164,4	6 986,5	120,8	0,7	1,2
Huile de palmiste	817,0	65,0	0,0	150,1	15,4	0,0	0,0	0,0
Tourteaux de palmiste	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
<b>AUTRES PRODUITS dont</b>	<b>664 592,9</b>	<b>664 592,9</b>	<b>0,0</b>	<b>163 225,7</b>	<b>161 164,7</b>	<b>-1,3</b>	<b>33,6</b>	<b>28,3</b>
Viande et abats comestibles	26,9	0,2	-99,3	9,5	2,0	-78,9	0,0	0,0
Noix d'anacarde	86 805,0	58 624,4	-32,5	32 765,8	26 987,4	-17,6	6,7	4,7
Riz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tabacs et cigarettes	0,3	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre et sucrerie	3 522,6	7 600,8	115,8	941,4	2 002,3	112,7	0,2	0,4
Boissons	2 992,1	3 929,7	31,3	863,0	1 170,0	35,6	0,2	0,2
Bois et ouvrages en bois	59 427,5	85 916,8	44,6	12 060,6	17 402,4	44,3	2,5	3,1
Produits pétroliers	74 236,9	70 755,2	-4,7	21 403,8	20 561,7	-3,9	4,4	3,6
Métaux précieux	163,9	9,1	0,0	8 481,2	8 586,2	1,2	1,7	1,5
Fer fonte et acier	40 157,0	70 647,4	75,9	14 206,0	27 976,5	96,9	2,9	4,9
<b>TOTAL (statistiques officielles)</b>	<b>1 624 511,4</b>	<b>1 627 840,8</b>	<b>0,2</b>	<b>485 791,1</b>	<b>568 770,3</b>	<b>17,1</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : INStAD (Septembre 2022)

### Annexe 6.2 : Evolution des exportations de marchandises ajustées

Postes	(en millions de FCFA)				
	2017	2018	2019	2020	2021
Produits du coton	243 674,3	300 235,2	325 465,6	319 250,8	400 603,6
Produits du palmier	14 003,1	13 460,8	11 236,1	3 314,5	7 001,9
Autres produits	172 014,2	214 338,6	161 676,8	163 225,7	161 164,7
<b>Total statistiques officielles</b>	<b>429 691,5</b>	<b>528 034,6</b>	<b>498 378,5</b>	<b>485 791,0</b>	<b>568 770,2</b>
Ajustement de champ	1 301 008,5	1 329 578,9	1 292 566,8	1 234 696,8	1 451 170,7
<i>dont réexportation</i>	853 044,0	852 296,0	788 073,0	684 059,0	844 156,0
<b>Exportations totales ajustées</b>	<b>1 730 700,0</b>	<b>1 857 613,5</b>	<b>1 790 945,3</b>	<b>1 720 487,8</b>	<b>2 019 940,9</b>

Sources : INStAD-BCEAO (Octobre 2022)

**Annexe 6.3 : Répartition géographique des exportations officielles**

Régions	2019	2020	2021	2020	2021
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
<b>ASIE</b>	338 753,4	345 172,5	427 930,9	<b>71,1</b>	<b>75,2</b>
Chine	36 786,6	32 240,6	55 821,4	6,6	9,8
Taïwan	0,0	1,0	39,8	0,0	0,0
Vietnam	51 728,2	14 698,1	28 443,4	3,0	5,0
Pakistan	174,6	5 522,2	11 506,5	1,1	2,0
Indonésie	692,9	400,1	5 431,7	0,1	1,0
Bangladesh	134 143,7	187 114,8	236 877,6	38,5	41,6
Thaïlande	444,4	520,0	122,1	0,1	0,0
Inde	70 702,7	57 674,7	56 920,3	11,9	10,0
Malaisie	14 710,5	22 915,4	8 664,8	4,7	1,5
Singapour	9 394,7	1 871,6	1 596,2	0,4	0,3
Autres	19 975,1	22 214,0	22 507,2	4,6	4,0
<b>EUROPE</b>	44 178,7	63 556,2	45 383,3	<b>13,1</b>	<b>8,0</b>
<b>Union Européenne</b>	32 360,9	38 307,4	31 507,0	<b>7,9</b>	<b>5,5</b>
Belgique	2 727,0	2 071,2	4 430,7	0,4	0,8
France	1 812,1	3 260,2	2 371,0	0,7	0,4
Allemagne	1 079,7	5 294,1	712,7	1,1	0,1
Espagne	941,9	491,3	337,5	0,1	0,1
Portugal	962,2	197,2	1 822,9	0,0	0,3
Pays bas	5 487,6	6 339,3	2 635,1	1,3	0,5
Italie	393,3	300,8	1 059,4	0,1	0,2
Danemark	17 776,6	18 143,3	13 177,1	3,7	2,3
Autres	1 180,4	2 210,0	4 960,7	0,5	0,9
<b>Non Union Européenne</b>	11 817,8	25 248,8	13 876,4	<b>5,2</b>	<b>2,4</b>
Norvège	0,0	2 105,2	1 024,5	0,4	0,2
Suisse	492,6	1,4	5,9	0,0	0,0
Autres	11 325,2	23 142,1	12 846,0	4,8	2,3
<b>AFRIQUE</b>	105 313,7	71 057,8	92 095,8	<b>14,6</b>	<b>16,2</b>
<b>UEMOA</b>	40 853,4	43 880,5	44 590,2	<b>9,0</b>	<b>7,8</b>
Burkina	11 504,2	11 978,4	8 748,3	2,5	1,5
Côte d'Ivoire	6 527,4	7 276,2	6 423,8	1,5	1,1
Mali	2 434,3	4 964,8	3 386,9	1,0	0,6
Niger	15 524,2	13 235,2	17 078,4	2,7	3,0
Sénégal	926,9	1 315,2	668,7	0,3	0,1
Togo	3 933,8	5 110,6	8 284,1	1,1	1,5
<b>NON UEMOA</b>	64 460,4	27 177,3	47 505,6	<b>5,6</b>	<b>8,4</b>
Ghana	1 399,4	524,6	1 292,5	0,1	0,2
Nigeria	28 206,0	4 904,5	4 806,0	1,0	0,8
Tchad	3 235,2	7 645,1	20 286,1	1,6	3,6
Afrique du Sud	3 035,2	414,7	1 297,4	0,1	0,2
Gabon	2 658,6	115,2	138,6	0,0	0,0
Autres	25 926,0	13 573,3	19 685,1	2,8	3,5
<b>AMERIQUE</b>	9 895,0	5 444,8	3 360,2	<b>1,1</b>	<b>0,6</b>
USA	9 156,3	4 678,0	1 359,2	1,0	0,2
Canada	34,7	36,6	63,0	0,0	0,0
Brésil	27,9	3,0	1 647,2	0,0	0,3
Colombie	14,7	4,0	0,0	0,0	0,0
Autres	661,4	723,2	290,7	0,1	0,1
<b>Non classés ailleurs</b>	237,8	559,8	0,0	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL (statistiques officielles)</b>	<b>498 378,6</b>	<b>485 791,1</b>	<b>568 770,3</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : INStAD (Septembre 2022)

**Annexe 6.4 : Répartition géographique des exportations ajustées**

Régions	2019	2020	2021	2020	2021
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
<b>ASIE</b>	338 753,4	345 172,5	427 930,9	<b>20,1</b>	<b>21,2</b>
Chine	36 786,6	32 240,6	55 821,4	1,9	2,8
Taiwan	0,0	1,0	39,8	0,0	0,0
Vietnam	51 728,2	14 698,1	28 443,4	0,9	1,4
Pakistan	174,6	5 522,2	11 506,5	0,3	0,6
Indonésie	692,9	400,1	5 431,7	0,0	0,3
Bangladesh	134 143,7	187 114,8	236 877,6	10,9	11,7
Thaïlande	444,4	520,0	122,1	0,0	0,0
Inde	70 702,7	57 674,7	56 920,3	3,4	2,8
Malaisie	14 710,5	22 915,4	8 664,8	1,3	0,4
Singapour	9 394,7	1 871,6	1 596,2	0,1	0,1
Autres	19 975,1	22 214,0	22 507,2	1,3	1,1
<b>EUROPE</b>	44 178,7	63 556,2	45 383,3	<b>3,7</b>	<b>2,2</b>
<b>Union Européenne</b>	32 360,9	38 307,4	31 507,0	<b>2,2</b>	<b>1,6</b>
Belgique	2 727,0	2 071,2	4 430,7	0,1	0,2
France	1 812,1	3 260,2	2 371,0	0,2	0,1
Allemagne	1 079,7	5 294,1	712,7	0,3	0,0
Espagne	941,9	491,3	337,5	0,0	0,0
Portugal	962,2	197,2	1 822,9	0,0	0,1
Pays bas	5 487,6	6 339,3	2 635,1	0,4	0,1
Italie	393,3	300,8	1 059,4	0,0	0,1
Danemark	17 776,6	18 143,3	13 177,1	1,1	0,7
Autres	1 180,4	2 210,0	4 960,7	0,1	0,2
<b>Non Union Européenne</b>	11 817,8	25 248,8	13 876,4	<b>1,5</b>	<b>0,7</b>
Norvège	0,0	2 105,2	1 024,5	0,1	0,1
Suisse	492,6	1,4	5,9	0,0	0,0
Autres	11 325,2	23 142,1	12 846,0	1,3	0,6
<b>AFRIQUE</b>	1 397 272,7	1 305 176,9	1 542 633,5	<b>75,9</b>	<b>76,4</b>
<b>UEMOA</b>	142 357,8	103 945,5	102 604,0	<b>6,0</b>	<b>5,1</b>
Burkina	13 469,2	19 675,6	14 930,0	1,1	0,7
Côte d'Ivoire	6 064,6	6 390,0	8 536,2	0,4	0,4
Mali	52 158,1	24 631,6	18 545,9	1,4	0,9
Niger	52 971,6	35 858,5	40 463,7	2,1	2,0
Sénégal	707,9	1 112,1	1 324,9	0,1	0,1
Togo	16 845,7	16 198,6	18 802,0	0,9	0,9
<b>NON UEMOA</b>	1 254 914,9	1 201 231,4	1 440 029,6	<b>69,8</b>	<b>71,3</b>
Ghana	1 399,4	524,6	1 292,5	0,0	0,1
Nigeria	1 218 660,5	1 178 958,5	1 397 329,9	68,5	69,2
Gabon	3 235,2	7 645,1	20 286,1	0,4	1,0
Tchad	3 035,2	414,7	1 297,4	0,0	0,1
Afrique du Sud	2 658,6	115,2	138,6	0,0	0,0
Autres	25 926,0	13 573,3	19 685,1	0,8	1,0
<b>AMERIQUE</b>	9 895,0	5 444,8	3 360,2	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>
USA	9 156,3	4 678,0	1 359,2	0,3	0,1
Canada	34,7	36,6	63,0	0,0	0,0
Brésil	27,9	3,0	1 647,2	0,0	0,1
Colombie	14,7	4,0	0,0	0,0	0,0
Autres	661,4	723,2	290,7	0,0	0,0
<b>Non classés ailleurs</b>	845,5	1 137,5	573,4	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 790 945,3</b>	<b>1 720 487,8</b>	<b>2 019 940,9</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : INStAD (Septembre 2022)

## Annexe 7 : Evolution des importations en 2021

### Annexe 7.1 : Evolution des importations de biens ajustées (base CAF) par grands groupes de produits

(en millions de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Produits alimentaires	969009,4	873 758,7	649 647,3	470 274,9	630 331,1
Autres biens de consommation	124875,3	83 163,2	163 739,0	177 044,8	198 639,5
Biens intermédiaires	139497,5	221 539,8	269 772,3	240 156,9	304 375,1
Produits énergétiques	307116,3	335 633,9	341 288,8	284 573,1	278 143,0
Biens d'équipement	218508,5	240 413,2	270 406,3	268 183,7	387 495,6
Autres biens non classés ailleurs	10822	69 286,6	18 740,4	65 315,2	85 123,9
<b>Total statistiques officielles</b>	<b>1 769 829,0</b>	<b>1 823 795,5</b>	<b>1 713 594,2</b>	<b>1 505 548,7</b>	<b>1 884 108,1</b>
Ajustement de champ	401 684,2	610 979,6	596 327,9	536 183,4	616 277,9
<i>Commerce non enregistré</i>	401 684,2	610 979,6	596 327,9	536 183,4	616 277,9
<b>IMPORTATIONS TOTALES CAF</b>	<b>2 171 513,2</b>	<b>2 434 775,1</b>	<b>2 309 922,1</b>	<b>2 041 732,1</b>	<b>2 500 386,0</b>
<b>PIB à prix courants</b>	<b>7 375 302,2</b>	<b>7 922 004,1</b>	<b>8 432 247,5</b>	<b>9 008 810,4</b>	<b>9 809 694,0</b>
<b>IMPORTATIONS CAF / PIB (%)</b>	<b>29,4</b>	<b>30,7</b>	<b>27,4</b>	<b>22,7</b>	<b>25,5</b>

Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2022)

### Annexe 7.2 : Evolution des importations de biens (base CAF) par grands groupes de produits

(en millions de FCFA)

POSTES	Quantité (tonnes)		Variation (%)	Valeurs en millions de FCFA		Variation (%)	Part en 2021 (%)
	2020	2021		2020	2021		
<b>PRODUITS ALIMENTAIRES</b>	<b>1 596 583,8</b>	<b>2 228 738,4</b>	<b>39,6</b>	<b>470 274,9</b>	<b>630 331,1</b>	<b>34,0</b>	<b>33,5</b>
Céréales	910 304,6	1 465 641,4	61,0	229 119,1	369 273,6	61,2	19,6
<i>dont Riz</i>	878 001,5	1 405 798,6	60,1	224 130,3	356 785,2	59,2	18,9
Sucres et sucreries	117 470,6	98 750,1	-15,9	20 424,6	18 880,9	-7,6	1,0
Boissons et tabacs	34 255,4	48 968,9	43,0	10 543,3	12 077,7	14,6	0,6
Autres produits alimentaires	534 553,2	615 378,1	15,1	210 188,0	230 098,8	9,5	12,2
<b>AUTRES BIENS DE CONSOMMATION</b>	<b>285 788,2</b>	<b>332 649,0</b>	<b>16,4</b>	<b>177 044,8</b>	<b>198 639,5</b>	<b>12,2</b>	<b>10,5</b>
<b>BIENS INTERMEDIAIRES</b>	<b>664 759,6</b>	<b>706 540,8</b>	<b>6,3</b>	<b>240 156,9</b>	<b>304 375,1</b>	<b>26,7</b>	<b>16,2</b>
Produits chimiques	361 925,4	329 368,5	-9,0	121 803,9	129 457,0	6,3	6,9
Coton et articles en coton	13 096,0	14 201,4	8,4	11 916,7	13 529,4	13,5	0,7
Autres biens intermédiaires	289 738,2	362 970,9	25,3	106 436,3	161 388,7	51,6	8,6
<b>PRODUITS ENERGETIQUES</b>	<b>987 296,2</b>	<b>996 932,1</b>	<b>1,0</b>	<b>284 573,1</b>	<b>278 143,0</b>	<b>-2,3</b>	<b>14,8</b>
Produits pétroliers	905 968,2	830 703,1	-8,3	225 484,7	223 705,8	-0,8	11,9
Energie électrique	0,0	0,0	0,0	55 176,3	40 336,4	-26,9	2,1
Autres produits énergétiques	81 327,9	166 229,0	104,4	3 912,1	14 100,8	260,4	0,7
<b>BIENS D'EQUIPEMENT</b>	<b>162 446,6</b>	<b>202 146,2</b>	<b>24,4</b>	<b>268 183,7</b>	<b>387 495,6</b>	<b>44,5</b>	<b>20,6</b>
Machines et appareils	56 962,0	65 339,9	14,7	143 745,9	210 930,9	46,7	11,2
Matériels de transport	105 484,6	136 806,3	29,7	124 437,9	176 564,7	41,9	9,4
<b>AUTRES BIENS NON CLASSES AILLEURS</b>	<b>985 189,8</b>	<b>1 160 201,1</b>	<b>17,8</b>	<b>65 315,2</b>	<b>85 123,9</b>	<b>30,3</b>	<b>4,5</b>
<b>TOTAL (statistiques off. CAF)</b>	<b>4 682 064,1</b>	<b>5 627 207,6</b>	<b>20,2</b>	<b>1 505 548,7</b>	<b>1 884 108,1</b>	<b>25,1</b>	<b>100,0</b>

Source : INStaD (Septembre 2022)

**Annexe 7.3 : Répartition géographique des importations (officielles + non contrôlées)**

Régions	2019	2020	2021	2020	2021
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
<b>ASIE</b>	732 146,2	589 052,5	871 469,2	<b>28,9</b>	<b>34,9</b>
Chine	190 070,9	168 780,7	223 777,4	8,3	8,9
Taïwan	556,5	2 144,9	1 572,8	0,1	0,1
Vietnam	4 448,0	3 668,6	11 678,9	0,2	0,5
Pakistan	19 943,2	15 187,9	13 758,1	0,7	0,6
Indonésie	21 861,4	8 995,2	28 924,1	0,4	1,2
Bangladesh	96,8	99,5	342,8	0,0	0,0
Thaïlande	92 541,9	43 223,2	57 202,2	2,1	2,3
Inde	233 984,6	171 601,8	305 995,6	8,4	12,2
Malaisie	19 988,5	18 166,1	23 591,4	0,9	0,9
Singapour	7 601,4	25 867,7	24 012,7	1,3	1,0
Autres	141 052,9	131 316,9	180 613,3	6,4	7,2
<b>EUROPE</b>	463 124,6	520 459,1	588 145,5	<b>25,5</b>	<b>23,5</b>
<b>Union Européenne</b>	383 784,2	413 536,7	484 201,8	<b>20,3</b>	<b>19,4</b>
Belgique	64 846,5	94 588,9	87 494,1	4,6	3,5
France	150 111,2	153 296,7	213 694,9	7,5	8,5
Allemagne	24 195,1	21 928,5	27 642,6	1,1	1,1
Espagne	23 159,1	25 232,1	23 333,2	1,2	0,9
Portugal	2 381,3	7 039,9	4 625,6	0,3	0,2
Pays bas	44 846,0	27 496,7	26 485,1	1,3	1,1
Italie	14 916,7	20 982,9	28 695,9	1,0	1,1
Danemark	5 088,6	8 836,7	12 090,9	0,4	0,5
Autres	54 239,7	54 134,5	60 139,4	2,7	2,4
<b>Non Union Européenne</b>	79 340,4	106 922,4	103 943,7	<b>5,2</b>	<b>4,2</b>
Norvège	8 026,5	9 319,1	6 605,8	0,5	0,3
Suisse	5 959,0	20 219,2	31 473,9	1,0	1,3
Autres	65 354,9	77 384,2	65 864,0	3,8	2,6
<b>AFRIQUE</b>	1 009 636,4	845 070,2	951 445,7	<b>41,4</b>	<b>38,1</b>
<b>UEMOA</b>	207 028,4	221 282,2	188 988,0	<b>10,8</b>	<b>7,6</b>
Burkina	2 889,9	3 506,8	7 723,0	0,2	0,3
Côte d'Ivoire	37 640,6	32 678,6	31 228,3	1,6	1,2
Mali	12 335,1	11 984,3	12 299,0	0,6	0,5
Niger	15 376,6	17 611,9	15 182,3	0,9	0,6
Sénégal	15 471,8	11 725,6	16 649,6	0,6	0,7
Togo	123 229,2	143 277,4	105 904,5	7,0	4,2
<b>NON UEMOA</b>	802 608,0	623 788,0	762 457,6	<b>30,6</b>	<b>30,5</b>
Ghana	25 283,4	21 239,4	23 132,2	1,0	0,9
Nigeria	652 205,8	526 278,7	616 626,2	25,8	24,7
Gabon	0,4	26,4	173,9	0,0	0,0
Tchad	7 412,5	13 415,0	15 637,4	0,7	0,6
Afrique du Sud	270,4	114,3	387,4	0,0	0,0
Autres	117 435,4	62 714,2	106 500,4	3,1	4,3
<b>AMERIQUE</b>	99 349,3	86 623,4	88 130,8	<b>4,2</b>	<b>3,5</b>
USA	41 582,8	51 246,1	49 945,8	2,5	2,0
Canada	3 423,0	2 435,8	4 747,6	0,1	0,2
Brésil	24 632,3	28 919,1	28 417,0	1,4	1,1
Colombie	395,3	60,3	16,6	0,0	0,0
Autres	29 315,8	3 962,1	5 003,8	0,2	0,2
<b>Non classés ailleurs</b>	5 665,5	527,0	1 194,8	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 309 922,1</b>	<b>2 041 732,1</b>	<b>2 500 386,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Sources : INStad-BCEAO (Septembre 2022)

## Annexe 8 : Ventilation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin en 2021

(en millions de FCFA)

Postes	Autres Pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>2 307 566,0</b>	<b>260 320,9</b>	<b>1 309 523,1</b>	<b>3 877 410,0</b>
Investissements directs	131 257,4	77 506,5	112 771,9	321 535,8
Investissements de portefeuille	1 908 030,2	43 308,9	469,4	1 951 808,4
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	457 105,4	139 505,5	44 816,5	641 427,5
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	41 817,6	78 946,3	15 771,0	136 534,9
Prêts	352 792,4	55 509,0	59 802,9	468 104,3
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	36 938,7	5 048,7	-30 805,4	11 182,0
Autres comptes à payer/à recevoir	25 556,7	1,5	48,0	25 606,3
Avoirs de réserves	-188 827,0	0,0	1 151 465,3	962 638,3
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	328 299,7	328 299,7
Position de réserve au FMI	0,0	0,0	20 899,9	20 899,9
Autres avoirs de réserve	-188 827,0	0,0	802 265,7	160 990,0
<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>2 503 434,9</b>	<b>1 096 910,9</b>	<b>4 084 787,9</b>	<b>7 685 133,7</b>
Investissements directs	405 028,3	710 295,0	909 672,3	2 024 995,6
Investissements de portefeuille	842 546,0	2 738,8	772 317,3	1 617 602,1
Dérivés financiers	0,0	-2 962,5	2 962,5	0,0
Autres investissements	1 255 860,6	386 839,6	2 399 835,8	4 042 536,0
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	279 180,2	35 466,0	90 229,2	404 875,4
Prêts	624 332,2	315 826,3	2 166 111,6	3 106 270,1
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	18 508,6	34 679,4	-893,0	52 295,0
Autres comptes à payer/à recevoir	333 839,6	868,0	42,0	334 749,6
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	144 346,0	144 346,0
<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-195 868,9</b>	<b>-836 590,1</b>	<b>-2 775 264,8</b>	<b>-3 807 723,8</b>

Source : BCEAO (Octobre 2022)

## Annexe 9 : Composition de la dette extérieure brute totale du Bénin

(en millions de FCFA)

	2018	2019	2020				2021				Proportion ** (%)	Poids dans la dette totale** (%)
			Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4		
<b>Administrations publiques</b>	<b>2 231 991,5</b>	<b>2 556 087,6</b>	<b>2 811 524,7</b>	<b>3 071 141,9</b>	<b>3 199 655,8</b>	<b>3 382 139,8</b>	<b>3 823 464,2</b>	<b>3 940 167,0</b>	<b>4 222 971,7</b>	<b>4 290 881,1</b>	<b>100,0</b>	<b>63,0</b>
<b>Court terme</b>	106 290,0	9 892,0	0,0	83 449,0	138 044,0	5 044,0	5 044,0	0,0	0,0	0,0	1,0	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	106 290,0	9 892,0	0,0	83 449,0	138 044,0	5 044,0	5 044,0	0,0	0,0	0,0	1,0	
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
<b>Long terme</b>	<b>2 125 701,5</b>	<b>2 546 195,6</b>	<b>2 811 524,7</b>	<b>2 987 692,9</b>	<b>3 061 611,8</b>	<b>3 377 095,8</b>	<b>3 818 420,2</b>	<b>3 940 167,0</b>	<b>4 222 971,7</b>	<b>4 290 881,1</b>	<b>99,0</b>	
Droits de tirage spéciaux (allocations)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	396 475,0	634 916,2	744 851,9	810 587,7	819 923,7	801 094,7	1 237 015,1	1 309 968,3	1 547 206,2	1 608 172,9	29,6	
Prêts	1 729 226,5	1 911 279,4	2 066 672,7	2 177 105,2	2 241 688,1	2 576 001,1	2 581 405,1	2 630 198,7	2 675 765,5	2 682 708,2	69,4	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
<b>Banque centrale</b>	<b>60 254,6</b>	<b>179 478,9</b>	<b>249 366,0</b>	<b>274 587,5</b>	<b>317 998,7</b>	<b>332 441,9</b>	<b>386 444,7</b>	<b>420 159,9</b>	<b>594 432,5</b>	<b>557 257,9</b>	<b>100,0</b>	<b>6,3</b>
<b>Court terme</b>	13 128,6	132 314,6	198 310,6	226 145,1	257 857,6	286 495,5	333 787,4	370 192,6	448 829,6	412 911,9	79,5	
Numéraire et dépôts	6 601,2	20 275,8	24 039,6	30 449,2	14 800,0	30 104,7	37 904,2	41 481,3	63 874,6	79 569,0	10,4	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	6 527,3	112 038,9	174 271,0	195 695,8	243 057,5	256 390,8	295 883,2	328 711,3	384 955,0	333 342,9	69,1	
<b>Long terme</b>	<b>47 126,0</b>	<b>47 164,3</b>	<b>51 055,4</b>	<b>48 442,5</b>	<b>60 141,1</b>	<b>45 946,4</b>	<b>52 657,3</b>	<b>49 967,3</b>	<b>145 603,0</b>	<b>144 346,0</b>	<b>20,5</b>	
Droits de tirage spéciaux (allocations)	47 126,0	47 164,3	47 164,3	47 680,2	46 660,0	45 946,4	46 911,2	46 584,5	141 927,1	144 346,0	19,6	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
<b>Prêts</b>	<b>0,0</b>											
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	0,0	0,0	3 891,1	762,3	13 481,1	0,0	5 746,1	3 382,8	3 675,9	0,0	0,9	
<b>Institutions de dépôts, à l'exclusion de la banque centrale</b>	<b>404 386,0</b>	<b>364 158,0</b>	<b>374 606,0</b>	<b>344 628,0</b>	<b>352 332,0</b>	<b>305 463,0</b>	<b>263 894,0</b>	<b>264 913,0</b>	<b>288 397,0</b>	<b>347 520,0</b>	<b>100,0</b>	<b>6,2</b>

	2018	2019	2020				2021				Proportion ** (%)	Poids dans la dette totale** (%)
			Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4		
<b>Court terme</b>	<b>318 919,0</b>	<b>272 179,0</b>	<b>265 335,0</b>	<b>249 530,0</b>	<b>264 633,0</b>	<b>255 976,0</b>	<b>210 942,0</b>	<b>191 167,0</b>	<b>223 346,0</b>	<b>290 632,0</b>	<b>76,8</b>	
Numéraire et dépôts	248 026,0	155 378,0	169 081,0	147 650,0	155 339,0	173 002,0	182 061,0	159 141,0	175 587,0	184 116,0	52,8	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	70 070,0	85 079,0	95 362,0	101 001,0	108 423,0	82 833,0	28 841,0	31 985,0	47 717,0	106 474,0	22,9	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	823,0	31 722,0	892,0	879,0	871,0	141,0	40,0	41,0	42,0	42,0	1,1	
<b>Long terme</b>	<b>85 467,0</b>	<b>91 979,0</b>	<b>109 271,0</b>	<b>95 098,0</b>	<b>87 699,0</b>	<b>49 487,0</b>	<b>52 952,0</b>	<b>73 746,0</b>	<b>65 051,0</b>	<b>56 888,0</b>	<b>23,2</b>	
Numéraire et dépôts	32 983,0	52 247,0	34 734,0	33 855,0	31 095,0	33 728,0	34 393,0	39 974,0	48 795,0	37 662,0	11,5	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	52 468,0	39 732,0	74 537,0	61 243,0	56 604,0	15 759,0	18 559,0	33 772,0	16 256,0	19 226,0	11,7	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	16,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
<b>Autres secteurs</b>	<b>49 570,9</b>	<b>173 079,7</b>	<b>211 167,2</b>	<b>375 709,6</b>	<b>91 759,6</b>	<b>224 699,8</b>	<b>233 320,7</b>	<b>354 054,0</b>	<b>359 443,6</b>	<b>351 521,5</b>	<b>100,0</b>	<b>4,5</b>
<b>Court terme</b>	<b>21 236,6</b>	<b>11 541,0</b>	<b>158 263,5</b>	<b>307 610,9</b>	<b>52 778,2</b>	<b>24 882,5</b>	<b>33 419,3</b>	<b>142 652,6</b>	<b>143 897,6</b>	<b>164 277,0</b>	<b>43,7</b>	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 843,8	15 048,5	14 906,6	16 893,9	0,0	2,0	
Prêts	10 371,7	5 454,0	49 623,7	39 512,6	33 734,0	848,7	848,7	1 024,7	1 024,7	132 328,8	11,3	
Crédits commerciaux et avances	9 696,9	5 744,9	108 639,8	268 098,3	19 044,2	21 384,7	16 789,5	125 988,6	125 246,3	31 567,1	30,2	
Autres passifs sous forme de dette	1 168,1	342,1	0,0	0,0	0,0	805,4	732,7	732,7	732,7	381,0	0,2	
<b>Long terme</b>	<b>28 334,3</b>	<b>161 538,7</b>	<b>52 903,7</b>	<b>68 098,7</b>	<b>38 981,4</b>	<b>199 817,3</b>	<b>199 901,4</b>	<b>211 401,4</b>	<b>215 546,0</b>	<b>187 244,6</b>	<b>56,3</b>	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 970,3	1 970,3	1 970,3	1 970,3	0,0	0,3	
Prêts	14 055,6	150 965,1	40 832,6	38 310,0	36 865,4	147 849,0	147 849,0	147 893,0	152 037,5	165 533,0	43,0	
Crédits commerciaux et avances	14 278,7	5 465,5	12 071,1	29 788,7	2 116,0	48 573,2	48 584,6	60 040,6	60 040,6	20 727,8	12,4	
Autres passifs sous forme de dette	0,0	5 108,0	0,0	0,0	0,0	1 424,9	1 497,5	1 497,5	1 497,5	983,7	0,5	
<b>Investissements directs : prêts interentreprises</b>	<b>958 784,1</b>	<b>1 025 957,8</b>	<b>967 449,9</b>	<b>969 623,3</b>	<b>971 796,6</b>	<b>1 078 239,0</b>	<b>1 104 979,6</b>	<b>1 131 720,1</b>	<b>1 163 808,8</b>	<b>1 214 367,6</b>	<b>100,0</b>	<b>19,9</b>
Passifs sous forme de dette des entreprises d'investissement direct envers les investisseurs directs	933 399,0	1 023 650,8	967 256,4	969 429,3	971 602,3	1 071 262,5	1 104 758,6	1 131 493,7	1 163 576,0	1 173 530,0	<b>99,3</b>	

	2018	2019	2020				2021				Proportion ** (%)	Poids dans la dette totale** (%)
			Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4		
Passifs sous forme de dette des investisseurs directs envers les entreprises d'investissement direct	35,6	2 307,0	0,0	0,0	0,0	4 452,0	0,0	0,0	0,0	3 009,0	0,1	
Passifs sous forme de dette entre entreprises sœurs	25 349,5	0,0	193,5	193,9	194,4	2 524,5	221,0	226,3	232,8	37 828,6	0,6	
<b>Encours de la dette extérieure brute</b>	<b>3 704 986,9</b>	<b>4 298 761,9</b>	<b>4 614 113,7</b>	<b>5 035 690,3</b>	<b>4 933 542,6</b>	<b>5 322 983,5</b>	<b>5 812 103,2</b>	<b>6 111 014,0</b>	<b>6 629 053,6</b>	<b>6 761 548,2</b>		
<b>PIB</b>	<b>7 922 004,1</b>	<b>8 432 247,5</b>				<b>9 008 810,0</b>				<b>9 809 694,0</b>		
<b>Dette intérieure de l'Administration publique</b>	<b>1 112 723,9</b>	<b>1 027 086,8</b>				<b>1 117 233,3</b>				<b>813 845,1</b>		
<b>Encours de la dette extérieure en % du PIB</b>	<b>46,8</b>	<b>51,0</b>				<b>59,1</b>				<b>68,9</b>		
<b>Encours de la dette publique extérieure en % du PIB</b>	<b>28,2</b>	<b>30,3</b>				<b>37,5</b>				<b>43,7</b>		
<b>Encours de la dette publique intérieure en % du PIB</b>	<b>14,0</b>	<b>12,2</b>				<b>12,4</b>				<b>8,3</b>		

Source : BCEAO (Octobre 2022) \*\* Moyenne sur la période 2018-2021



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)